ISSN 3088-8824

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Dimanche 18 octobre 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°1007 ■

ÉCONOMIE MONDIALE

Les tensions géopolitiques accentuent les risques inflationnistes

P 16

TEBBOUNE FIXE PLUSIEURS OBJECTIFS ÉCONOMIQUES À L'HORIZON 2030

«L'année 2027 est une année charnière pour l'Algérie»

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a fixé plusieurs objectifs économiques pour les années à venir, fondés sur la consolidation de la production nationale, la réduction des importations, l'augmentation des exportations hors hydrocarbures et le renforcement de l'investissement. S'exprimant devant les opérateurs économiques, il a présenté 2027 comme une année décisive pour accélérer la transformation de l'économie nationale, tout en préservant sa dimension sociale. « L'année 2027 est une année charnière pour nous », a-t-il affirmé, soulignant la nécessité de poursuivre les réformes afin de bâtir une économie plus compétitive et résiliente face aux fluctuations internationales. P 3

IMPORTATIONS

Installation du comité permanent pour le suivi des demandes

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a procédé, ce samedi, à l'installation du comité permanent chargé du suivi et du traitement des demandes d'importation, conformément au décret exécutif n° 26-327 du 13 octobre 2026. Ce dispositif vise à assurer un meilleur suivi des opérations d'importation, tout en garantissant la disponibilité des produits nécessaires à l'approvisionnement du marché national et au fonctionnement de l'appareil de production.

P 2

HYDROCARBURES

71,6 milliards de dollars d'investissements d'ici 2030

Le secteur des hydrocarbures prévoit de porter sa production primaire à environ 201 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP) à l'horizon 2030, tout en augmentant le taux de transformation des ressources nationales à plus de 50 %, contre près de 30 % actuellement. Ces objectifs s'inscrivent dans un programme d'investissement de 71,6 milliards de dollars destiné à renforcer les capacités de production, à développer le raffinage et la pétrochimie et à accroître la valorisation des ressources nationales, a annoncé hier à Alger le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab.

P 4

LA FONDATION GRFI LANCE SES CONFÉRENCES-DÉBATS

L'Oasis, un modèle d'avenir face aux défis globaux

La Fondation GRFI Filiha Innov (Groupe de réflexion et d'initiatives) a officiellement inauguré, hier à Alger, son cycle mensuel de conférences-débats consacré aux problématiques de l'agriculture, de l'environnement et de la gestion des ressources. Pour cette première édition, le débat s'est focalisé sur un écosystème aussi emblématique que méconnu, à savoir l'oasis. Dans son intervention, le Dr Amine Bensemmane, président de la fondation, a souligné la nécessité de porter un regard renouvelé sur cet écosystème.

P 5

PHARMA INVEST – LE CHINOIS YANGTZE RIVER PHARMACEUTICAL

Signature d'un accord de partenariat P 2

PARTENARIATS ÉNERGÉTIQUES

Sonatrach intensifie ses échanges avec les groupes américains P 4

INDUSTRIE DE L'EMBALLAGE ET CONDITIONNEMENT

Une filière en pleine évolution, important potentiel à l'export P5

FIRST GLOBAL CHALLENGE 2026

Team Algeria rentre en Algérie avec une Médaille d'Or, symbole d'excellence et d'innovation

De retour en Algérie, Team Algeria revient triomphante du FIRST Global Challenge 2026 à Incheon (7-10 octobre), où elle s'est distinguée en remportant la médaille d'or du Jackie Bezos Award for International Enthusiasm lors de cette compétition prestigieuse réunissant plus de 190 pays. Cette distinction récompense les équipes incarnant l'excellence, la collaboration, et l'engagement envers l'innovation internationale. Composée de cinq lycéens, accompagnés d'un coach et d'un mentor, la team algérienne a évolué aux côtés de jeunes venus de plus de 190 pays dans le cadre de ce rendez-vous mondial consacré à la robotique, aux sciences et aux technologies. Cette distinction, accordée à Team Algeria, démontre que la jeunesse algérienne peut se distinguer internationalement et captiver l'attention mondiale par son excellence et son authenticité. Comme l'affirme Johnny Jung, Managing Director de Samsung Electronics Algerie:
« Cette médaille d'or démontre la puissance d'aligner la force du secteur privé à la vision gouvernementale pour soutenir la jeunesse en STEM et robotique. Samsung est fière de soutenir ces jeunes talents brillants. Nous restons engagés à élargir les opportunités en IA et robotique, jouant un rôle actif et durable dans la transformation numérique et le développement socio-économique de l'Algérie. Félicitations à Team Algeria ! » Samsung Electronics Algérie et Altis Training Center félicitent les jeunes lauréats pour cette distinction, qui vient mettre en lumière leur détermination et leur capacité à représenter la jeunesse algérienne sur la scène internationale. À travers cette initiative, Samsung Electronics Algérie poursuit son action en faveur de l'éducation technologique, de l'innovation et de l'émergence d'une nouvelle génération de talents algériens. Dans le cadre de son partenariat stratégique, Samsung Electronics Algérie a organisé une visite de l'équipe à l'Institut Coréen de Recherche Incendie (NFRI) le 12 octobre. Cette expérience pédagogique a permis aux lycéens de découvrir les technologies avancées de prévention et de gestion des risques incendie, enrichissant leur compréhension des meilleures pratiques internationales.
Altis Training Center précise : « Cette médaille d'or récompense la détermination de ces cinq jeunes talents et fait grimper l'Algérie dans le top 20 du classement mondial d'obtention de récompenses au FIRST Global Challenge. Altis est fière de les avoir accompagnés aux côtés de Samsung. Cette victoire ouvre la voie à de nouvelles réussites. »

Communiqué

IMPORTATIONS

Installation du comité permanent pour le suivi des demandes

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a procédé, ce samedi, à l'installation du comité permanent chargé du suivi et du traitement des demandes d'importation, conformément au décret exécutif n° 26-327 du 13 octobre 2026. Ce dispositif vise à assurer un meilleur suivi des opérations d'importation, tout en garantissant la disponibilité des produits nécessaires à l'approvisionnement du marché national et au fonctionnement de l'appareil de production.

Par S. R.

La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, du ministre des Finances, d'un représentant du gouverneur de la Banque d'Algérie, du président de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers, ainsi que du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula. Selon les précisions communiquées à cette occasion, le comité aura pour mission d'examiner les demandes relatives à chaque opération d'importation. Il devra également traiter en urgence les dossiers concernant les produits sensibles ou jugés prioritaires pour l'approvisionnement du marché national et la continuité de la production. Le Premier ministre a souligné que ce dispositif doit contribuer au renforcement des activités économiques et à l'accompagnement des projets d'investissement, tout en préservant la disponibilité des biens et des services au profit des citoyens. La mise en place de ce mécanisme s'inscrit ainsi dans une démarche visant à concilier le suivi des opérations d'importation avec les impératifs d'approvisionnement du marché national et les besoins des opérateurs économiques.

Le CREA salue une initiative en faveur du dialogue avec les opérateurs

À la suite de cette installation, le Conseil du renouveau économique algérien a exprimé sa profonde reconnaissance au président de la République pour son initiative visant à mettre en place cette commission permanente, tout en saluant l'attribution d'un siège permanent au CREA en son sein. Pour l'organisation patronale, cette démarche est de nature à renforcer les canaux du dialogue et de la concertation entre les pouvoirs publics et les opérateurs économiques, afin d'améliorer les conditions d'activité des entreprises et de soutenir la dynamique de la production nationale. Dans son communiqué, le Conseil a réaffirmé son engagement à accompagner les entreprises économiques respectueuses de la réglementation et à défendre leurs préoccupations. Il a également assuré que ses portes demeurent ouvertes à toutes les entreprises, qu'elles soient adhérentes ou non, publiques ou privées, grandes ou petites. Le CREA souligne, à ce titre, que la solidité de l'économie nationale repose sur la complémentarité de l'ensemble de ses composantes. Le soutien aux entreprises, indépendamment de leur taille ou de la nature de leur activité, constitue, selon lui, un investissement dans la production nationale, la création de richesses et d'emplois. Exprimant sa gratitude envers les entreprises qui lui ont accordé leur confiance, le Conseil estime que celle-ci représente une responsabilité collective au service de l'entreprise économique algérienne. Il réaffirme ainsi sa volonté de poursuivre ses efforts pour transformer les difficultés en atouts et les défis en opportunités, en vue de contribuer à la construction d'une économie nationale plus forte, plus compétitive et plus durable.

PORT DE MOSTAGANEM

Lancement du transfert des activités commerciales des opérateurs économiques privés vers d'autres ports

Le port commercial de Mostaganem a entamé progressivement le transfert des activités commerciales des opérateurs économiques privés vers d'autres ports, conformément à la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à réserver exclusivement ce port aux opérations d'importation des établissements et entreprises publics, indique, vendredi, un communiqué de l'Entreprise portuaire de Mostaganem.
Selon le communiqué, le port de Mostaganem a tenu, jeudi, une réunion élargie regroupant l'ensemble des opérateurs économiques et des partenaires actifs de la communauté portuaire.
Cette rencontre a été consacrée aux dispositions organisationnelles et logistiques nécessaires au lancement progressif du transfert des activités commerciales des opérateurs privés vers d'autres ports nationaux.
La première phase de cette opération concernera, dans un délai ne dépassant pas 15 jours, le transfert des activités d'importation de véhicules utilitaires, qu'ils soient importés à l'unité ou transportés dans des conteneurs, ainsi que les différentes activités exercées par les auto-entrepreneurs, précise la même source.
Le communiqué indique que la date limite fixée pour le transfert global et complet des activités d'importation de véhicules et des activités des auto-entrepreneurs est le 31 décembre prochain, à l'exception des opérations et des cargaisons déjà programmées.
L'entreprise portuaire a adopté une approche fondée sur un "transfert progressif et flexible", afin de garantir la continuité et la fluidité du trafic commercial et d'éviter toute perturbation éventuelle des chaînes d'approvisionnement. Cette démarche vise également à assurer une gestion souple et efficace de cette phase de transition, tout en tenant compte des exigences opérationnelles et des intérêts des différents opérateurs concernés, ajoute le communiqué.
Cette réunion a constitué une étape importante dans le renforcement du dialogue direct et de la concertation permanente avec l'ensemble des partenaires économiques. Elle a notamment permis de recenser leurs préoccupations, de déterminer les difficultés rencontrées sur le terrain et d'élaborer des solutions concrètes et efficaces pour assurer une meilleure coordination du mouvement des navires et des marchandises, ainsi que pour améliorer l'efficacité et la compétitivité des services portuaires.
R E.

PHARMA INVEST – LE CHINOIS YANGTZE RIVER PHARMACEUTICAL

Signature d'un accord de partenariat

L'entreprise Pharma Invest, spécialisée dans la fabrication de médicaments, a signé un accord de partenariat et de coopération avec l'opérateur chinois Yangtze River Pharmaceutical Group (YRPG), en vue de renforcer la coopération entre les deux parties, indique jeudi un communiqué du ministère de l'Industrie pharmaceutique.
La cérémonie de signature s'est déroulée au siège du ministère, sous la supervision du ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, en présence de cadres du ministère et du Directeur général du groupe public Saidal.
Cet accord vise à renforcer la coopération entre les deux parties en matière de transfert d'expertises et de technologies modernes pour la maîtrise de la production de matières premières à usage pharmaceutique, ainsi qu'à accompagner Pharma Invest dans le développement et la fabrication de médicaments innovants, de manière à renforcer les capacités technologiques et industrielles nationales et à contribuer à la promotion de la qualité de la production locale, selon le communiqué. Il a été procédé, à cette occasion, à la mise au point des grandes lignes pour la conclusion prochaine d'un accord regroupant Saidal et Pharma Invest en vue d'une coopération dans la fabrication et la distribution de médicaments à forte valeur ajoutée.
M. Kouidri a salué de telles initiatives qui "contribuent à orienter l'industrie pharmaceutique nationale vers la production de médicaments innovants et la maîtrise des technologies de pointe pour la fabrication de matières premières à usage pharmaceutique, renforçant ainsi les capacités nationales en la matière et appuyant le processus de concrétisation de la souveraineté sanitaire", conclut le communiqué.
R E.

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

TEBBOUNE FIXE PLUSIEURS OBJECTIFS ÉCONOMIQUES À L'HORIZON 2030

«L'année 2027 est une année charnière pour l'Algérie»

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a fixé plusieurs objectifs économiques pour les années à venir, fondés sur la consolidation de la production nationale, la réduction des importations, l'augmentation des exportations hors hydrocarbures et le renforcement de l'investissement. S'exprimant devant les opérateurs économiques, il a présenté 2027 comme une année décisive pour accélérer la transformation de l'économie nationale, tout en préservant sa dimension sociale. « L'année 2027 est une année charnière pour nous », a-t-il affirmé, soulignant la nécessité de poursuivre les réformes afin de bâtir une économie plus compétitive et résiliente face aux fluctuations internationales.

Par Selma R.

Cette transformation vise à faire passer progressivement le pays d'une économie administrée à une économie de marché, sans compromettre les acquis sociaux. « Nous essayons de passer d'une économie administrée à une économie libre, tout en tenant compte du rôle social de l'État algérien », a-t-il expliqué. La première priorité annoncée est la consolidation de la production nationale, appelée à se substituer davantage aux importations. Le chef de l'État a indiqué que la facture des importations, qui atteignait environ 62 milliards de dollars, a été ramenée à une fourchette de 40 à 42 milliards de dollars. Selon lui, cette baisse traduit la progression de la production locale et le renforcement des capacités nationales dans plusieurs secteurs. « L'objectif que nous voulons atteindre, c'est de produire nos aliments et nos vêtements, du moins pour les besoins essentiels », a-t-il déclaré, estimant que cette réduction doit s'accompagner d'une amélioration durable de l'offre nationale.

Cette dynamique s'appuie sur le développement industriel. Abdelmadjid Tebboune a ainsi affirmé que la part de l'industrie dans le produit intérieur brut est passée d'environ 3 % à 10 %, ce qui illustre, selon lui, les progrès réalisés en matière de production et de diversification économique. Il a également mis en avant la production pharmaceutique nationale, qui couvrirait désormais près de 84 % des besoins du pays, contre 9 à 10 % auparavant. La sécurité alimentaire constitue un autre objectif majeur. Le président a estimé que l'Algérie pourrait atteindre l'autosuffisance en céréales d'ici à la fin de 2027, en soulignant les progrès accomplis dans la production de blé dur. Dans cette perspective, il a plaidé pour la mise en place d'un mécanisme public d'achat et de stockage des excédents agricoles, afin de préserver les revenus des agriculteurs et de limiter les fluctuations des prix sur le marché. Parallèlement, l'augmentation des exportations hors hydrocarbures représente un engagement central à l'horizon 2030. Le chef de l'État a évoqué l'objectif de les porter à 30 milliards de dollars, tout en estimant qu'un niveau de 20 milliards représenterait déjà une mutation profonde de l'économie nationale. « Si nous exportons 20 milliards de dollars, cela signifie que notre économie a complètement changé », a-t-il souligné. Il a donc appelé les opérateurs à redoubler d'efforts pour diversifier leurs ventes à l'étranger et assurer le rapatriement des recettes en devises.

Atteindre ces objectifs suppose aussi d'améliorer le climat des affaires et de lever les obstacles administratifs. Abdelmadjid Tebboune a insisté sur la nécessité de faciliter les démarches des investisseurs nationaux et étrangers, notamment par le renforcement du guichet unique et la simplification des procédures liées au foncier, au financement et aux autorisations. « L'investisseur doit pouvoir entrer et sortir sans avoir à solliciter un responsable local, un wali ou un ministre », a-t-il déclaré, réaffirmant la volonté des pouvoirs publics de réduire la bureaucratie et d'offrir davantage de garanties aux porteurs de projets. Le président a enfin évoqué plusieurs projets structurants dans les mines et les transports. Il a cité le développement de la filière du phosphate intégré et la progression des projets liés au minerai de fer, ainsi que l'ouverture de nouvelles perspectives commerciales vers l'Afrique grâce au parachèvement de la route transsaharienne. Sur le plan ferroviaire, il a réitéré son engagement de permettre aux habitants de Tamanrasset de bénéficier, à la fin de 2028, d'une liaison par train, dans le prolongement des projets d'extension du réseau vers le Sud.

En conclusion, le chef de l'État a souligné que cette transformation vers des perspectives prometteuses doit reposer sur la mobilisation conjointe de l'État et des opérateurs économiques. « Notre pays, personne ne le construira à notre place. C'est à nous de le bâtir », a-t-il conclu.

COP17

Tebboune réaffirme l'engagement de l'Algérie

Par S. R.

L'Algérie réaffirme son engagement en faveur de la préservation de la biodiversité et du développement durable. Dans une allocution adressée vendredi aux participants au Sommet des dirigeants de la 17e Conférence des Parties à la Convention des Nations unies sur la diversité biologique (COP17), à Erevan, en Arménie, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a mis en avant les mesures engagées par le pays pour protéger ses écosystèmes et préserver son patrimoine naturel.

L'allocution a été lue par le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri. Le chef de l'État a souligné l'importance de passer des engagements internationaux à leur mise en œuvre effective, estimant que la COP17 constitue une étape importante dans l'évaluation des progrès réalisés en vue des objectifs fixés à l'horizon 2030. Dans ce cadre, l'Algérie a actualisé sa Stratégie et son Plan d'action nationaux en matière de diversité biologique pour la période 2025-2030. Cette démarche participative a permis de définir 24 objectifs nationaux et 93 mesures de mise en œuvre. Le pays compte également 24 zones protégées couvrant différents écosystèmes marins, forestiers, montagneux, steppiques et sahariens, tandis que le recensement national a permis d'identifier plus de 27.000 espèces vivantes, dont 8.500 espèces végétales et 18.000 espèces animales.

Le président de la République a également mis en avant la relance du Barrage vert, qui s'étend sur une superficie de 4,7 millions d'hectares, afin de lutter contre l'avancée des sables, de renforcer le couvert végétal et de restaurer les écosystèmes. L'opérationnalisation de la Banque nationale des semences et le lancement du projet du Musée national environnemental de la biodiversité figurent aussi parmi les initiatives destinées à préserver les ressources génétiques et à valoriser le patrimoine naturel.

Abdelmadjid Tebboune a, par ailleurs, insisté sur la nécessité de renforcer la solidarité internationale, notamment au profit des pays en développement. Il a appelé à mobiliser des financements suffisants, à favoriser le transfert de technologies et à consolider la coopération internationale, en tenant compte des priorités nationales. L'Algérie souhaite ainsi que les travaux de la COP17 débouchent sur des résultats concrets en matière de protection de la biodiversité et de développement durable.

RENCONTRE TEBBOUNE-OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

Les experts saluent une nouvelle dynamique pour l'investissement

Des experts ont souligné l'importance de la rencontre nationale du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avec les opérateurs économiques, tenue mercredi, pour le renforcement du contact direct avec la sphère économique, de manière à insuffler une nouvelle dynamique aux projets de développement, et consolidant la compétitivité de l'économie nationale, relevant que les messages du président de la République mettent l'entreprise et l'investissement au cœur du développement économique du pays.

S'exprimant à l'APS, ils ont indiqué que cette rencontre a constitué une occasion d'évaluer la dynamique notable de l'investissement et d'assurer le suivi des engagements pris, et de coordonner les efforts des différents secteurs ministériels, en vue d'améliorer l'efficacité des mesures de soutien à l'investissement et la production ainsi qu'à renforcer la compétitivité des entreprises algériennes, tant sur le plan national qu'international.

Dans ce contexte, l'expert Houari Tighersi a souligné que les orientations du président de la République lors de ce rendez-vous annuel "portent des messages économiques importants", dans la mesure où elles reflètent une volonté de "placer l'entreprise économique au cœur de la transformation économique que l'Algérie ambitionne de réaliser".

Il a ajouté que l'enjeu consiste désormais à bâtir une économie productive et compétitive, capable de créer de la richesse et des emplois et de réduire la dépendance aux hydrocarbures. Il a relevé que les orientations du président de la République traduisent l'importance du passage à une nouvelle étape davantage axée sur la production, l'investissement et la création de richesse.

L'expert économique Ishak Kherchi a relevé, de son côté, que cette rencontre constitue un mécanisme périodique de dialogue économique, d'évaluation des politiques publiques et de suivi des engagements mutuels, permettant de porter les préoccupations des opérateurs économiques au niveau décisionnel et de coordonner les efforts entre les différents secteurs ministériels pour résoudre les difficultés rencontrées. Il a relevé l'importance de lever les obstacles entravant les projets d'investissement et de renforcer le partenariat public-privé, d'accroître la production nationale, d'améliorer la compétitivité des entreprises et d'encourager les exportations hors hydrocarbures, notamment vers les marchés africains. S'agissant des efforts de l'Etat en matière d'accompagnement des investisseurs, M. Kherchi a salué la mise en place du Guichet unique national de l'investissement, qui permet d'unifier le processus de traitement des dossiers, de renforcer la coordination entre les administrations et d'adopter un dossier numérique unifié, contribuant ainsi à surmonter les difficultés liées au foncier, au financement et aux autorisations.

Quant à l'expert Mohamed Cherif Daroui, il a estimé que la rencontre annuelle constitue une "approche stratégique visant à renforcer la communication directe entre la plus haute autorité du pays et les acteurs économiques", permettant ainsi de rapprocher les points de vue et d'accélérer la mise en œuvre de la vision économique nationale.

Le Guichet unique, une valeur ajoutée pour l'économie nationale

Dans ce sillage, M. Daroui a expliqué que la concertation directe permet aux opérateurs économiques d'exposer leurs objectifs, leurs ambitions et les défis auxquels ils sont confrontés, ainsi que de soumettre des propositions concrètes susceptibles d'être traduites en décisions et en mesures à même d'accélérer l'activité économique et d'améliorer les performances des entreprises, tout en formulant des propositions concrètes susceptibles d'être transformées en décisions et mesures propres à dynamiser l'activité économique et à améliorer la performance des entreprises.

A cet égard, il a estimé que la mise en service du Guichet unique national de l'investissement constitue une "valeur ajoutée pour l'économie nationale".

Pour sa part, l'expert économique Abdelkader Slimani a affirmé cette rencontre est d'une importance particulière, compte tenu de la nécessité de passer de la phase d'annonce et d'enregistrement des projets à celle de leur concrétisation effective et de leur entrée en production. Il a ajouté que l'évaluation de l'investissement devrait se fonder sur sa capacité à créer de la richesse et des emplois, à accroître la production nationale, à réduire les importations et à développer les exportations hors hydrocarbures.

Synthèse R E/Agence

HYDROCARBURES

71,6 milliards de dollars d'investissements d'ici 2030

Le secteur des hydrocarbures prévoit de porter sa production primaire à environ 201 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP) à l'horizon 2030, tout en augmentant le taux de transformation des ressources nationales à plus de 50 %, contre près de 30 % actuellement. Ces objectifs s'inscrivent dans un programme d'investissement de 71,6 milliards de dollars destiné à renforcer les capacités de production, à développer le raffinage et la pétrochimie et à accroître la valorisation des ressources nationales, a annoncé hier à Alger le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab.

Par Z R.

Présentant le bilan du secteur et son projet de budget pour 2027 devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances 2027, le ministre a mis en avant les principales orientations du programme de développement du secteur à moyen terme.

Sur l'enveloppe globale de 71,6 milliards de dollars prévue pour les investissements, 52 milliards seront consacrés aux activités en amont, notamment à l'exploration et à la production, tandis qu'environ 13 milliards de dollars seront destinés aux projets de raffinage et de pétrochimie.

L'objectif est de renforcer les capacités nationales de production et de transformation, tout en augmentant la valeur ajoutée générée par les ressources en hydrocarbures, a indiqué le ministre.

17 découvertes réalisées par Sonatrach en 2026

Sur le plan des résultats, le secteur a enregistré 17 nouvelles découvertes d'hydrocarbures réalisées par Sonatrach avec ses propres moyens en 2026, parallèlement à une progression de la production primaire. Les investissements de Sonatrach ont dépassé 6 milliards de dollars à fin septembre 2026, contre 5,3 milliards de dollars en 2025, soit une hausse de 21 %. Les recettes de l'État provenant des exportations d'hydrocarbures ont, pour leur part, atteint 37,5 milliards de dollars à fin septembre. Cette évolution a notamment été soutenue par la hausse du prix moyen du pétrole brut algérien, qui s'est établi à environ 97 dollars le baril, en progression de 37 % par rapport à la même période de 2025. Le prix moyen du gaz algérien commercialisé a atteint près de 11,3 dollars par million de BTU. La fiscalité pétrolière a généré 2 841 milliards de dinars, soit environ 105 % des prévisions retenues dans la loi de finances 2026, fixées à 2 698 milliards de dinars. L'Algérie entend également consolider sa position de fournisseur fiable de gaz naturel, dans un contexte marqué par les incertitudes géopolitiques et les fluctuations des marchés énergétiques. Selon le ministre, la demande européenne de gaz algérien progresse, tandis que des contrats d'approvisionnement à long terme ont été renouvelés ou signés avec plusieurs partenaires, notamment l'Italie, l'Espagne, la Slovénie, la République tchèque et l'Allemagne. Dans cette perspective, l'attraction des investissements étrangers demeure un axe important de la stratégie sectorielle. L'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) a lancé l'appel d'offres international « Algeria Bid Round 2026 », portant sur sept périmètres d'exploration situés dans les wilayas d'Ouargla, d'Illizi, de Touggourt et d'El Bayadh. Près de 60 compagnies ont manifesté leur intérêt pour cette opération, tandis que 21 entreprises ont satisfait aux conditions d'accès aux données techniques mises à leur disposition depuis le 1er juin 2026, a précisé Mohamed Arkab.

Sonatrach poursuit, parallèlement, le développement de ses partenariats internationaux, notamment avec Eni, Pertamina, Repsol, Sinopec et Occidental Petroleum.

Le ministre a également confirmé la poursuite du projet de gazoduc transsaharien (TSGP), destiné à relier le Nigeria à l'Algérie via le Niger. Les négociations se poursuivent conformément au calendrier prévu, tandis que les travaux du tronçon algérien ont été lancés dans la wilaya d'Adrar le 4 juin 2026. Autre projet structurant évoqué lors de cette présentation : le complexe intégré de phosphate reliant la mine de Bled El Hadba, dans la wilaya de Tébessa, aux installations de transformation chimique d'Oued El Kebrit, dans la wilaya de Souk Ahras. Le projet prévoit l'extraction de 10,5 millions de tonnes de phosphate brut par an et la production de 5,5 millions de tonnes de phosphate enrichi commercialisable.

Le complexe d'Oued El Kebrit devrait, dans sa première phase, produire annuellement 2,4 millions de tonnes d'engrais phosphatés et 570 000 tonnes d'engrais azotés. À travers cette infrastructure industrielle et logistique, les pouvoirs publics visent à renforcer la valorisation des ressources minières, à soutenir la sécurité alimentaire et à diversifier les exportations nationales.

Six nouvelles stations de dessalement au programme

Le programme de développement du secteur comprend également un volet consacré à la sécurité hydrique. Six nouvelles stations de dessalement de l'eau de mer sont prévues à l'horizon 2030, pour une capacité globale de 1,8 million de mètres cubes par jour. Leur réalisation devrait porter à environ 60 % la part de la demande nationale en eau potable couverte par le dessalement, contre quelque 42 % actuellement.

Sur le plan environnemental, Sonatrach ambitionne de ramener le taux de gaz torché à moins de 1 % d'ici à 2030, d'éliminer le torchage de routine et de réduire les émissions de méthane liées à ses activités. Un programme de reboisement portant sur 520 000 hectares sur dix ans, pour un investissement supérieur à un milliard de dollars, figure également parmi les actions annoncées. S'agissant des prévisions financières pour 2027, Mohamed Arkab a indiqué que le projet de budget sectoriel tablait sur une fiscalité pétrolière de 2 652 milliards de dinars, sur la base d'un prix de référence du pétrole de 60 dollars le baril. Le budget du secteur est estimé à environ 63 milliards de dinars, principalement destinés au programme de soutien au prix de l'eau dessalée et au fonctionnement de l'administration centrale.

PARTENARIATS ÉNERGÉTIQUES

Sonatrach intensifie ses échanges avec les groupes américains

Le président-directeur général (PDG) du groupe Sonatrach, Noureddine Daoudi, a effectué une visite de travail aux États-Unis du 12 au 16 octobre, à la tête d'une délégation de haut niveau, marquée par une série de rencontres avec les responsables de cinq compagnies énergétiques américaines, ExxonMobil, Halliburton, Devon Energy, Baker Hughes et KBR. Ces échanges ont porté sur le renforcement des partenariats existants, l'identification de nouvelles opportunités d'investissement et le développement des activités d'exploration et de production d'hydrocarbures, selon les communiqués du groupe.

Avec ExxonMobil, les discussions ont porté sur les perspectives de coopération dans l'exploration et la valorisation du potentiel des ressources en hydrocarbures. Cette démarche s'inscrit dans le prolongement du protocole d'accord signé en mai 2024 entre les deux compagnies, portant sur l'examen des possibilités de développement des ressources dans les bassins de l'Ahnet et de Gourara.

Les échanges avec Halliburton ont, pour leur part, été consacrés aux solutions technologiques et numériques, à l'innovation et aux possibilités de collaboration autour de nouvelles initiatives. Les deux parties entretiennent un partenariat de longue date, qui s'est notamment étendu à la formation et au développement des compétences locales, avec la fourniture de logiciels spécialisés à trois universités algériennes en avril 2021. En septembre 2025, elles avaient également réaffirmé leur volonté de renforcer leur coopération dans l'exploration, les services pétroliers, la formation et la numérisation, en intégrant notamment l'intelligence artificielle et les technologies destinées à réduire l'empreinte carbone des activités énergétiques.

La délégation de Sonatrach a également rencontré les responsables de Devon Energy à Houston afin d'examiner les perspectives de coopération dans l'exploration et la production, le développement des activités en amont et l'identification de nouvelles opportunités d'investissement.

Les discussions avec Baker Hughes ont notamment porté sur les technologies de forage, la réalisation de puits, l'optimisation de la production et l'amélioration des performances des installations industrielles. Les deux parties ont également abordé les applications de l'intelligence artificielle et de la transformation numérique dans l'industrie des hydrocarbures, ainsi que le renforcement du partenariat industriel et la localisation des activités.

Cette coopération se concrétise notamment à travers le projet de renforcement de la pression du gaz du champ de Hassi R'Mel, phase III, étape 2. Le projet a été confié à un consortium regroupant Baker Hughes, Nuovo Pignone International S.R.L. et Tecnimont S.P.A., dans le cadre d'un contrat d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction (EPC) signé en mai 2024. Le partenariat entre les deux groupes s'étend également aux sociétés conjointes ALGESCO et APAC, spécialisées dans les services et les solutions technologiques destinés à l'industrie énergétique.

Avec KBR, les discussions ont porté sur les possibilités de coopération dans la réalisation de projets industriels, notamment dans les activités en amont du secteur pétrolier et gazier. La compagnie américaine a également présenté son expertise dans les technologies propres, la production d'ammoniac, l'intégration de l'intelligence artificielle dans la gestion des installations et l'amélioration de l'efficacité opérationnelle. Présente dans le secteur énergétique algérien depuis le début des années 1980, KBR a contribué à la réalisation de plusieurs projets industriels majeurs, notamment dans les domaines du gaz naturel liquéfié (GNL), du traitement des hydrocarbures et de la production d'ammoniac.

Synthèse R E.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	355,00	NC	0,00	0,70	-0,04	7,57	7,32	0	0,00
AYRADE	AYRD	815,00	NC	0,00	0,00	0,11	116,43	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,05	7,56	7,64	28300	39 620 000,00
BIOPHARM	BIO	2 350,00	NC	0,00	-3,13	-5,84	6,33	7,23	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 000,00	1999,00	-0,05	-0,87	-8,45	8,29	8,75	4452	8 899 548,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-0,60	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	450,00	NC	0,00	3,71	5,99	1,24	7,78	0	0,00

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 15 اكتوبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 15 Octobre 2026

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ	المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	92	97	86	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	130	145	115	الطماطم	
	Oignon sec	80	86	73	البصل الجاف	
	Ail sec	842	918	765	الثوم الجاف	
	Carotte	132	143	121	الجزر	
	Navet	142	153	131	اللفت	
	Poivron	141	154	128	الفلفل الاخضر	
	Piment	156	171	141	الفلفل الحار	
	Courgette	167	180	153	الكوسة	
	Haricot vert	255	279	231	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	148	162	134	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	423	526	320	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	481	592	369	التمر	
	Raisin	312	359	265	العنب	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2222	2342	2102	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	505	518	491	الدجاج	
	Œufs (Unité)	23	24	22	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	100	89	حليب البقر (لتر)	

SÉTIF

Ouverture du salon national de l'agroalimentaire et des équipements de cuisine

La deuxième édition du salon national de l'agroalimentaire et des équipements de cuisine s'est ouverte jeudi au palais des expositions "Maabouda" de Sétif.
Organisée sous l'égide du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national et du wali de Sétif, Mustapha Limani, cette manifestation connaît la participation de 60 exposants, opérateurs et producteurs de 15 wilayas, des dispositifs d'appui à l'emploi et des établissements financiers et d'assurance et vise à favoriser les échanges d'expériences, à présenter et promouvoir la production nationale, à favoriser les partenariats et à encourager l'investissement.
Le salon verra la tenue de workshops, la présentation de communications par des experts et le lancement d'offres promotionnelles aux consommateurs.
Présidant l'ouverture de cet évènement économique, le chef du cabinet au ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Abdelatif Aïchaoui, a relevé que l'importance de pareilles manifestations "dépasse la seule exposition des produits pour constituer des espaces économiques de développement des partenariats, de consolidation des opportunités d'investissement et de complémentarité entre les entreprises et de transformation des initiatives en projets concrets à valeur ajoutée de sorte à promouvoir les industries agroalimentaires nationales, soutenir les dynamiques économiques et renforcer la stabilité du marché national".
Le commissaire du salon, Khelifa Bella, a indiqué à l'APS que cette édition qui se poursuivra jusqu'à samedi, est organisée par l'entreprise des expositions SOGEX en coordination avec la chambre d'industrie et du commerce "El Hidhab" et la direction du commerce.
Le directeur de l'antenne locale de l'Agence nationale d'appui et de développement d'entrepreneuriat (NESDA) dont le stand a suscité au premier jour du salon un engouement des jeunes, Noureddine Belouahad, a indiqué que l'objectif de la participation est de faire connaître les services et avantages offerts par NESDA, dont la possibilité pour les entreprises actives d'élargir leurs capacités productives dans le cadre de la stratégie du ministère de tutelle.

APS

CAMPAGNE DE LABOURS-SEMAILLES 2026-2027

Plus de 95.000 hectares ciblés à Relizane

La campagne labours-semailles pour la saison agricole 2026-2027 a été lancée, jeudi dans la wilaya de Relizane, avec pour objectif de consacrer une superficie de plus de 95.000 hectares à la culture de céréales.

Le wali de Relizane, Kamel Berkane, a donné le coup d'envoi de cette campagne au niveau de l'exploitation agricole "Abdallah Bayoud", située dans la commune d'Oued Essalem. Environ 60 pour cent de la superficie programmée seront consacrés à la culture du blé dur et du blé tendre, tandis que plus de 30 pour cent seront réservés à l'orge. Le reste sera consacré à l'avoine.
Selon les explications fournies par le directeur des Services agricoles, Djellal Kermouai, la superficie globale programmée se répartit entre 58.865 hectares de blé dur, 5.745 hectares de blé tendre, 28.580 hectares d'orge et 2.475 hectares d'avoine.
En matière d'irrigation d'appoint, les superficies irriguées consacrées à la filière céréalière dans la wilaya ont connu une extension notable. Une superficie totale de 8.910 hectares a été programmée pour l'irrigation durant la saison agricole en cours, contre 6.804 hectares lors de la saison précédente. Cette mesure vise à améliorer les rendements et à limiter l'impact des fluctuations climatiques sur les cultures.
Dans ce cadre, les agriculteurs ont récemment entamé la préparation des sols destinés à la céréaliculture, notamment dans les régions réputées pour leur forte productivité, à l'instar de Mendès, Ouled Aïche, Oued Rhiou, Aïn Tarek, Sidi M'hamed Benali et Zemmoura.
Le responsable a précisé que certains agriculteurs préfèrent reporter les labours jusqu'après les premières pluies automnales, généralement enregistrées dans la région durant les mois de novembre et décembre.
Afin d'assurer le bon déroulement de la campagne labours-semailles, une campagne de sensibilisation a également été lancée au profit des agriculteurs. Elle vise à les informer des différentes mesures et facilités mises à leur disposition pour les accompagner, notamment en ce qui concerne le crédit "Rfig" et les conditions d'éligibilité à ce dispositif.
Cette opération est menée à travers le guichet unique mis en place en juillet dernier au niveau des coopératives de céréales et de légumes secs de Relizane et d'Oued Rhiou, afin de permettre aux agriculteurs de financer leurs activités agricoles.
Concernant les facteurs de production, plus de 80.000 quintaux de semences de différentes variétés, ainsi que plus de 7.000 quintaux d'engrais ont été mobilisés, a indiqué le directeur des services agricoles, soulignant que les différents intrants nécessaires à la réussite de la saison agricole sont disponibles.
Les services agricoles de la wilaya ont également mobilisé d'importants moyens matériels pour accompagner cette campagne, notamment 3.397 tracteurs, plus de 11.300 équipements agricoles attelés, ainsi que d'autres engins.
A cette occasion, le wali de Relizane a insisté sur la nécessité d'élargir les superficies consacrées à la filière céréalière, ainsi que les surfaces irriguées, notamment au regard des résultats positifs enregistrés par la wilaya dans la production céréalière lors de la campagne de moisson-battage de la saison agricole écoulée, en comparaison avec les années précédentes.
La wilaya de Relizane a réalisé, au cours de la campagne de moisson-battage de la saison agricole 2025-2026, une production avoisinant 1,05 million de quintaux de différentes variétés de céréales, soit une hausse de plus de trois fois par rapport à la saison précédente, durant laquelle la production n'avait pas dépassé 300.000 quintaux, selon les données de la direction des Services agricoles de la wilaya.

APS

MILA

Journée de vulgarisation et de présentation des solutions d'assurance proposées aux producteurs d'ail et d'oignon

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a organisé jeudi dans une exploitation agricole de la commune de Teleghema (Mila) une journée de vulgarisation et de présentation des solutions d'assurance proposées pour l'accompagnement des producteurs d'ail et d'oignon.
M. Mohamed Lamine Nassi, directeur technique des assurances de cette caisse, représentant du directeur général de cet organisme, a indiqué, dans son allocution à l'occasion, que "cette rencontre, tenue à la wilaya de Mila qui est leader national de la filière de l'ail, s'inscrit dans la série des rencontres régulièrement organisées par la caisse dans le cadre des efforts d'accompagnement des agriculteurs des diverses filières".
Cette rencontre vise, a-t-il ajouté, à présenter aux producteurs, opérateurs dans le stock et transformateurs de l'ail et de l'oignon, les solutions d'assurance proposées par la CNMA pour soutenir l'activité agricole et protéger les investissements depuis la phase de production à celle de la transformation.
Elle vise aussi à expliquer les conditions de souscription des contrats d'assurance, l'évaluation des risques et les procédures de déclaration des accidents tout en insistant sur l'importance de la prévention pour limiter les pertes, a-t-il souligné.
De son côté, le directeur de la caisse régionale de mutualité agricole à Mila, Mustapha Mimouni, a affirmé que cette activité de vulgarisation aspire à généraliser la culture de l'assurance et encourager les producteurs d'ail et d'oignon de Mila à y adhérer.
Il a également souligné que "l'assurance est un moyen pour garantir la pérennité de l'activité à l'heure des changements climatiques qui menacent les récoltes".
Côté producteurs, Rabah Benmerzoug de la commune de Teleghema a estimé que la rencontre est une opportunité pour découvrir les offres d'assurance proposées par la CNMA aux producteurs de l'ail et de l'oignon, relevant que les débats ont évoqué le développement d'offres avantageuses pour les deux parties qui garantissent la continuité de l'activité agricole.

APS

AÏN TEMOUCHENT

Récupération de plus de 15 hectares de foncier industriel dans la zone industrielle de Tamazoura

Une superficie de 15,24 hectares de foncier industriel a été récupérée dans la zone industrielle de Tamazoura, dans la wilaya d'Aïn Temouchent, dans le cadre de l'opération d'assainissement du foncier destiné à l'investissement, a indiqué, jeudi, le directeur de wilaya de l'Industrie, Mohamed Habbaz Koudri.
Le responsable a précisé que la récupération de cette superficie fait suite à l'annulation de 18 projets d'investissement, pour non concrétisation de projets, a précisé le responsable lors des travaux du Conseil exécutif de la wilaya. Il a ajouté que les assiettes foncières récupérées ont été transférées à l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), afin d'être proposées sur la plateforme numérique dédiée à cet effet. Cette démarche vise à attirer de nouveaux projets d'investissement dans la zone industrielle de Tamazoura, qui s'étend sur une superficie totale de 205 hectares.
De son côté, le wali d'Aïn Temouchent, Mabrouk Ouled Abdennebi, a insisté, lors sur la nécessité de poursuivre l'opération d'assainissement du foncier industriel au niveau des deux zones industrielles situées à Aïn Temouchent et à Tamazoura, ainsi que dans les différentes zones d'activités de la wilaya.
Le wali a souligné que "les pouvoirs publics ne ménageront aucun effort pour accompagner les investissements sérieux". Il a également souligné que l'opération, supervisée par la commission de wilaya chargée du suivi et de l'assainissement des projets d'investissement, a permis d'accompagner 61 projets d'investissement dans la wilaya et de lever les obstacles entravant leur réalisation.
Dans le même contexte, M. Ouled Abdennebi a appelé les responsables des secteurs de l'Industrie et des Travaux publics à accélérer l'élaboration d'une étude technique en vue de l'extension de la zone industrielle de Tamazoura. Cette extension devrait permettre de mettre à disposition de nouvelles assiettes foncières et d'attirer de nouveaux projets d'investissement au profit de la wilaya.

APS

ÉTATS UNIS, ARABIE SAOUDITE, RUSSIE

Trois géants du pétrole confrontés à leurs limites

Alors que le cours du baril flambe, les trois principaux producteurs de pétrole ont du mal à augmenter leur production. Guerre, effet des sanctions et intérêt à des prix hauts se conjuguent pour peser sur l'offre mondiale d'or noir. Si la fin du pétrole est encore loin, la tension actuelle sur le marché accélère la transition énergétique.

2e partie et fin

Par Patrice Geoffron, professeur d'économie à l'Université Paris Dauphine – PSL.

S'y ajoute une contrainte budgétaire structurelle. Le Fonds monétaire international situe le prix d'équilibre budgétaire saoudien autour de 86 dollars, davantage encore si l'on intègre les dépenses du fonds souverain (Public Investment Fund, PIF). Le déficit du seul premier trimestre de 2026, 125 milliards de riyals (soit 29 milliards d'euros), a consommé les trois quarts de la cible annuelle, tandis qu'Aramco maintenait un dividende de base de 22 milliards de dollars par trimestre au prix d'un recours croissant à la dette.

On retrouve la logique de l'État rentier, décrite par Hazem Beblawi et Giacomo Luciani, où la légitimité se construit sur la capacité de redistribution plutôt que sur l'impôt, ce qui rend la dépense publique très rigide. Bassam Fattouh, Rahmatallah Poudineh et Rob West illustrent la difficulté propre à notre période. Pour un exportateur, la diversification est la seule protection contre la transition énergétique, mais elle doit être financée par la rente que cette transition menace. Diversifier coûte cher, et cela se paie en pétrole. Autrement dit, la sortie de la dépendance pétrolière exige, pendant la transition, une dépendance pétrolière renforcée.

Moscou, le ciseau des volumes et de la valeur

Quant à la Russie, elle subit une érosion sur trois fronts. Le premier est productif. L'AIE évalue sa capacité soutenable actuellement à 9,5 Mb/j, très en deçà des standards historiques. Les champs de Sibérie occidentale déclinent naturellement, et les projets censés prendre le relais (Arctique, formation de Bajenov, offshore profond) sont précisément ceux qui exigent les technologies occidentales sous sanctions depuis 2014, avec des contraintes encore durcies après 2022.

Le deuxième front est le raffinage. Les infrastructures russes ont traité environ 3,6 Mb/j en juillet, le niveau le plus bas depuis mai 2002, après une campagne de frappes de drones ukrainiens visant les installations à près de 200 reprises, depuis janvier. Il en résulte des restrictions de carburant sur une large part du territoire, et l'obligation d'exporter davantage de brut faute de pouvoir le raffiner, c'est-à-dire d'exporter moins de valeur ajoutée.

Le troisième front est le plus instructif. Henry Farrell et Abraham Newman ont montré que les réseaux économiques mondiaux produisent des goulots d'étranglement que les États qui les occupent transforment en instruments de coercition. La réorientation vers l'Asie après 2022 visait à échapper aux nœuds occidentaux. Elle a réussi, mais en reconstituant une vulnérabilité symétrique. Deux acheteurs, la Chine et l'Inde, concentrent l'essentiel des exportations maritimes russes. Le Centre de recherche sur l'énergie et l'air pur chiffre la décote de l'Oural à environ 20 dollars le baril, soit près de 25 %. Plus de la moitié du brut transporté par mer l'est par une flotte fantôme dont les coûts rognent la recette nette. Même si les volumes sont préservés, la valeur s'échappe.

Ce que la décarbonation change déjà

Il serait tentant de lire cette convergence comme l'entrée dans l'ère post-pétrolière. Ce serait très prématuré. Si la consommation mondiale recule bien en 2026, de 1,6 Mb/j selon l'AIE, l'Agence prévoit un rebond de + 2,7 Mb/j en 2027. Ce recul de 2026 est avant tout une destruction de demande, résultat conjugué de prix élevés et de ruptures logistiques, et non d'une substitution technologique seulement. Une demande qui repartirait aussi vite qu'elle s'est contractée ne traduirait pas une demande en voie d'attrition rapide.

Ce que la crise révèle est plus subtil. La puissance pétrolière n'est pas une propriété du sous-sol, mais un assemblage de quatre éléments, à savoir des réserves accessibles, du capital patient, des voies d'évacuation sûres et des acheteurs qui ne dictent pas leurs conditions. Chacun des trois grands a vu l'un de ces piliers s'affaisser, le capital pour les États-Unis, la logistique pour l'Arabie saoudite, la technologie et les débouchés pour la Russie. Aucun n'a perdu de baril dans le sol. Tous ont perdu en capacité d'action, avec une fragilisation des bénéfices socio-économiques du pétrole en leur sein.

Une reformulation de l'équation

La transition énergétique intervient bien comme facteur qui modifie les termes du problème. Elle amortit d'abord, modestement mais réellement. L'électrification du transport routier a évité environ 1,7 Mb/j de consommation en 2025, et l'AIE situe la part des véhicules électriques autour de 30 % des ventes mondiales de voitures neuves en 2026. Cette proportion atteindrait même près de 60 % en Chine. Ce sont autant de barils que la crise d'Ormuz n'a pas eu à faire disparaître par le prix.

Elle raccourcit ensuite l'horizon. Depuis Harold Hotelling, on sait que le détenteur d'un stock fini arbitre entre extraire aujourd'hui et extraire demain, selon le prix anticipé. Si la demande de carburants routiers culmine en fin de décennie, la fenêtre de monétisation se restreindra ensuite, et certains travaux donnent un aperçu des capitaux menacés par ce basculement. Cela explique, autant que la discipline actionnariale, la prudence de l'industrie pétrolière américaine face à un baril à 100 dollars.

Enfin, elle complique les perspectives. Hans-Werner Sinn a nommé « paradoxe vert » la réaction des détenteurs de ressources qui, anticipant la contrainte climatique, accélèrent l'extraction présente. Appliqué aux États rentiers, ce raisonnement impose de défendre les parts de marché (donc de produire) et de financer une diversification coûteuse (donc de soutenir les prix). Ces deux impératifs sont incompatibles. Ils expliquent que l'Opep+, qui achève en septembre le retrait des coupes volontaires décidées en 2023, se réunisse désormais tous les mois sans parvenir à fixer un cap crédible au-delà de quelques semaines.

Un monde moins dépendant, mais non moins vulnérable

Deux récits symétriques sont également fragiles. Le premier annonce la fin du pétrole, et 2026 démontre l'inverse, puisque quelques millions de barils manquants ont suffi à déstabiliser l'économie mondiale. Le second annonce l'éternité de la rente, alors que les trois plus grands producteurs viennent de montrer qu'ils n'en maîtrisent plus les conditions. La configuration réelle est plus inconfortable. La dépendance structurelle au pétrole décline lentement, tandis que les amortisseurs du système, capacité de réserve, stocks, investissement de long terme, redondance des routes maritimes, se dégradent plus vite. Moins de pétrole dans l'économie, mais un pétrole plus difficile à remplacer en cas de choc.

Ce qui s'achève n'est donc pas l'ère du pétrole, mais celle de la puissance pétrolière confortable, où l'on convertissait des barils en influence par simple ouverture ou fermeture d'une vanne, et selon les lois du commerce. La rente demeure, l'autorité qui l'accompagnait s'effrite. Faute de stabilisateur extérieur, les pays consommateurs devront internaliser au plus vite cette fonction d'assureur. Ce que l'Europe présentait comme son agenda climatique s'impose ainsi comme un agenda de sécurité.

Source: lvsl.fr; publié le 22/09/2026
Note : article republié depuis The Conversation.

PROCHE-ORIENT

Les rebelles houthis menacent les ambitions économiques de l'Arabie saoudite

Les rebelles houthis au Yémen perçoivent la campagne contre l'Arabie saoudite comme faisant partie d'un conflit régional plus large, l'Iran et les groupes armés affiliés à Téhéran cherchant à exploiter les ambitions économiques et la vulnérabilité du royaume pour accroître la pression sur les États-Unis.
L'Arabie saoudite a annulé ou reporté plusieurs événements internationaux en raison des attaques menées par les Houthis contre des infrastructures critiques à travers le pays au cours de la semaine écoulée.
Les cibles des frappes aériennes comprenaient l'aéroport international Roi Khaled de Riyad et Saudi Aramco, premier exportateur mondial de pétrole et pilier de l' économie saoudienne. L'incident, qui a fait 13 morts à l'aéroport Roi Khaled, est l'attaque la plus meurtrière qu'ait connue le pays depuis plus de dix ans et a contraint le deuxième aéroport du royaume à fermer ses portes au moins jusqu'au 17 octobre.
Cette perturbation a affecté plusieurs événements clés en Arabie saoudite, dans des domaines essentiels au programme Vision 2030. Ce programme vise à diversifier l'économie, à réduire la dépendance aux revenus pétroliers et à attirer les investissements étrangers.
De hauts responsables de l'industrie pétrolière se sont retirés d'une importante conférence pétrolière saoudienne (qui se tenait à Riyad du 11 au 15 octobre), tandis que les participants à la Future Investment Initiative annuelle, un forum international d'investissement de premier plan surnommé le « Davos du désert », ont été contraints de participer en ligne.
Les attaques contre les infrastructures critiques et les grands événements économiques menacent la confiance des investisseurs et les efforts de l'Arabie saoudite pour transformer son économie. Selon les analystes, cette campagne témoigne de la volonté de Téhéran de faire payer un prix plus élevé aux États-Unis dans le conflit israélo- iranien en ciblant les partenaires régionaux de Washington, tandis que les rebelles houthis poursuivent également leurs propres revendications auprès de l'Arabie saoudite.
Les stratégies iraniennes et houthies se déploient dans toute la région, notamment au niveau du détroit d'Ormuz, porte d'entrée du golfe Persique, et du point de passage stratégique de Bab el-Mandeb, reliant la mer Rouge au golfe d'Aden. La dépendance de l'Arabie saoudite à un environnement stable pour attirer les investissements et mettre en œuvre ses plans de transformation économique rend les perturbations particulièrement coûteuses.

Un dilemme

« Incapables de contraindre directement Washington à changer de cap, l'Iran et les Houthis frappent l'Arabie saoudite, y voyant une faiblesse facilement exploitable », a déclaré Michael Knights, du cabinet de conseil stratégique Horizon Engage.
Les Houthis ont également bénéficié directement de l'assouplissement des pressions américaines sur l'Iran, leur principal soutien dans la région. Ce relâchement des restrictions imposées à Téhéran pourrait permettre à l'Iran de maintenir le soutien politique , financier et militaire dont dépendent les Houthis.
Cependant, le mouvement a également ses propres revendications. Il exige notamment la fin de la campagne militaire saoudienne et la levée des restrictions sur les ports et aéroports yéménites ; le maintien de vols réguliers vers l'Iran ; des réparations de guerre ; et l'arrêt du soutien de Riyad au gouvernement yéménite internationalement reconnu. La satisfaction de ces conditions permettrait aux Houthis de consolider leur contrôle sur de vastes portions du territoire yéménite.
Un haut responsable iranien estime que l'Arabie saoudite ne peut pas compter sur la protection américaine et qu'elle s'assiéra donc à la table des négociations.
Cette situation place le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane face à un dilemme. Une escalade militaire pourrait déclencher un conflit plus large et menacer son plan de transformation économique. Parallèlement, des concessions renforceraient un mouvement qui conteste l'influence de l'Arabie saoudite depuis des années. Une confrontation prolongée risque également de compromettre la sécurité nationale, la confiance des investisseurs et le programme Vision 2030.

CROISSANCE, INFLATION, CHÔMAGE, INVESTISSEMENT ...

Ce que prévoit le gouvernement pour 2027

La Tunisie mise sur une accélération de sa croissance économique en 2027, avec un taux attendu de 3,1 %, contre 2,7 % en 2026, selon les projections du projet de budget économique pour 2027, soumis par le gouvernement à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) et au Conseil national des régions et des districts.

Cette perspective de reprise s'appuie notamment sur une progression attendue de l'investissement, une amélioration des performances à l'exportation et un ralentissement de la croissance des importations. Le gouvernement prévoit également une hausse du revenu par habitant et une légère amélioration des indicateurs sociaux.
Les prévisions gouvernementales font apparaître une hausse de 0,4 point de pourcentage du taux de croissance entre 2026 et 2027, traduisant l'objectif d'un renforcement progressif de l'activité économique.
Cette perspective intervient toutefois après une révision à la baisse des estimations pour 2026. Initialement attendue à 3,3 %, la croissance de l'économie tunisienne a été ramenée à 2,7 % pour l'ensemble de l'année.
Selon le gouvernement, cette révision s'explique par la persistance de plusieurs contraintes conjoncturelles, malgré la poursuite de la reprise progressive de l'activité économique.
Les performances limitées de certains secteurs, notamment le phosphate et l'énergie, figurent parmi les principaux facteurs évoqués. À ces difficultés s'ajoutent les pressions liées aux changements climatiques et à l'évolution de la conjoncture économique internationale.

L'investissement, l'un des principaux leviers de croissance

Pour soutenir l'accélération attendue de l'économie en 2027, le gouvernement table sur une amélioration de l'effort d'investissement.
Le taux d'investissement devrait ainsi atteindre 16,4 % du produit intérieur brut (PIB) en 2027, contre 15,5 % estimés pour 2026, soit une progression de 0,9 point de pourcentage.
Les investissements directs étrangers (IDE) devraient également augmenter, passant de 4 milliards de dinars en 2026 à 4,8 milliards de dinars en 2027, ce qui représente une hausse prévisionnelle de 20 %.
Cette évolution constitue l'un des éléments sur lesquels reposent les perspectives de croissance présentées dans le projet de budget économique.
Le commerce extérieur devrait également contribuer à la dynamique économique envisagée pour l'année prochaine. Selon les projections officielles, les exportations de biens et services devraient progresser de 8 % en 2027, contre 7,5 % en 2026. En parallèle, la croissance des importations devrait ralentir à 7,9 %, après un rythme estimé à 10 % en 2026.
Le projet de budget économique prévoit également un recul du déficit commercial, qui passerait de 3,9 % du PIB en 2026 à 3,7 % en 2027.
Ces projections traduisent les attentes du gouvernement concernant l'évolution des échanges extérieurs, même si leur réalisation dépendra notamment de la conjoncture internationale et des performances des secteurs exportateurs.

Une hausse du revenu par habitant accompagnant la croissance

L'accélération économique envisagée s'accompagnerait d'une augmentation du revenu par habitant, qui devrait passer de 15 605,7 dinars en 2026 à 16 735,9 dinars en 2027.
Cette évolution correspond à une progression nominale d'environ 7,2 % sur un an, selon un calcul de Tunisie Numérique à partir des données du projet.
Cette hausse ne doit toutefois pas être assimilée à une amélioration équivalente du pouvoir d'achat, dans la mesure où elle ne tient pas compte de l'évolution des prix.
Sur le plan social, le gouvernement table sur un recul du taux de chômage à 14,5 % en 2027, contre 14,9 % en 2026.
Le chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans devrait diminuer de 35,4 % à 35 %, tandis que celui des diplômés de l'enseignement supérieur passerait de 26,6 % à 25 %.
Parallèlement, le taux d'inflation devrait légèrement reculer, de 5,3 % en 2026 à 5,2 % en 2027.

R I/Agence

ASSEMBLÉES ANNUELLES 2026

L'Egypte discute avec la Banque mondiale du soutien à l'investissement et au secteur privé

Les réunions annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale de 2026, qui se tiennent à Bangkok jusqu'au 18 octobre, interviennent alors que l'Egypte cherche à attirer davantage d'investissements, à accroître la participation du secteur privé et à faire avancer son programme national de réformes économiques, dans un contexte d'incertitudes persistantes sur l'économie mondiale.
Plusieurs ministres égyptiens ont multiplié les rencontres avec la Banque mondiale et plusieurs institutions financières internationales, en marge des réunions annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, organisées à Bangkok du 12 au 18 octobre.
Au cœur des discussions : le financement des infrastructures, le soutien au secteur privé, le développement des échanges commerciaux et la consolidation de la croissance économique, dans un contexte d'incertitudes persistantes sur l'économie mondiale, selon un communiqué du Conseil des ministres, vendredi 16 octobre. Les ministres de la Planification et du Développement économique, Ahmed Rostom, des Affaires étrangères, Badr Abdelatty, et des Finances, Ahmed Kouchouk, ont tenu des réunions distinctes mercredi et jeudi avec des représentants du Groupe de la Banque mondiale, notamment sa directrice générale des opérations, Anna Bjerde, de la Société financière internationale (SFI), représentée par son directeur général, Makhtar Diop, ainsi que de la Société internationale islamique de financement du commerce (ITFC), dirigée par Adeeb Yousuf Al-Aama.

L'Egypte mise sur la Banque mondiale pour financer ses infrastructures

Lors de son entretien avec Anna Bjerde, Ahmed Rostom a passé en revue le portefeuille de coopération entre l'Egypte et le Groupe de la Banque mondiale, en mettant notamment l'accent sur le Mécanisme de garantie du financement des infrastructures (Infrastructure Financing Guarantee Facility, IFGF).
Conçu par le gouvernement égyptien en partenariat avec le Groupe de la Banque mondiale, ce mécanisme innovant de garantie de crédit vise à « transformer le financement des infrastructures nationales. Il doit permettre de mobiliser des financements à long terme en monnaie locale, de réduire les risques supportés par les investisseurs privés et d'alléger la pression sur le budget de l'Etat », d'après le communiqué.
Les discussions ont également porté sur le projet d'assurance maladie universelle et sur le Programme national de réformes économiques, après l'achèvement, en décembre, du programme soutenu par le FMI. Lors d'une session intitulée « Mobiliser les capitaux en monnaie locale pour le financement des infrastructures », Ahmed Rostom a souligné que l'Egypte s'éloignait progressivement de sa dépendance traditionnelle aux financements souverains libellés en devises étrangères pour privilégier des mécanismes de financement en monnaie locale fondés sur le marché. Cette évolution doit notamment limiter les engagements financiers potentiels de l'Etat, souligne le communiqué.
Le ministre a également appelé les investisseurs internationaux et régionaux à participer au mécanisme IFGF, par le biais de co-investissements ou de dispositifs de rehaussement de crédit. L'objectif est d'attirer davantage de capitaux privés, d'approfondir les marchés locaux de la dette et de financer des infrastructures capables de résister aux effets du changement climatique.

R I/Agence.

KENYA

Quickmart relance la bataille face à Naivas et Carrefour sur le marché de la distribution

Le Kenya est le deuxième marché mature de la grande distribution en Afrique après l'Afrique du Sud. Ce segment est en pleine recomposition depuis plusieurs années, avec une concurrence qui se renforce.

La distribution kényane s'apprête-t-elle à entrer dans une nouvelle course à l'expansion ? En annonçant, le 6 octobre, son intention de faire passer le réseau de Quickmart de 72 à 125 magasins d'ici quatre ans, Peter Kang'iri a donné le ton.

Le directeur général du deuxième distributeur alimentaire moderne du pays envisage environ 15 ouvertures annuelles, contre dix à douze ces dernières années, et un chiffre d'affaires annuel d'un milliard de dollars, contre environ 60 milliards de shillings, soit 462 millions de dollars, attendus pour l'exercice en cours.

L'annonce est intervenue au lendemain de l'ouverture de l'offre publique de vente de Quickmart. Après avoir présenté son projet de cotation le 23 septembre, l'enseigne a lancé, le 5 octobre, la vente de deux milliards d'actions existantes à 7,50 shillings l'unité.

L'opération doit s'achever le 30 octobre, avant un début des négociations prévu le 12 novembre à Nairobi. Elle marque l'ouverture au public d'une entreprise jusqu'ici entièrement détenue par Sokoni Retail Kenya. Mais elle ne constitue pas une levée de fonds destinée à financer de nouveaux magasins : le produit de la vente reviendra à l'actionnaire vendeur.

Face à Quickmart, deux concurrents disposent déjà de solides positions. Selon les estimations de Sagaci Research citées par Bloomberg, Naivas détient plus de 31 % du marché kényan de la distribution alimentaire moderne, contre 15 % pour Quickmart et 14 % pour Carrefour.

Trois enseignes, trois forces commerciales

Si ces parts de marché ne représentent pas l'ensemble du commerce alimentaire, où les boutiques indépendantes et les marchés jouent un rôle important, elles dessinent néanmoins une compétition à trois, dans laquelle chaque acteur veut faire avancer ses pions.

Quickmart veut d'abord accélérer une croissance déjà soutenue. Son chiffre d'affaires a atteint 50,4 milliards de shillings en 2025, avec un bénéfice net ajusté de 1,7 milliard.

L'entreprise exploite désormais 72 magasins dans 16 comtés, sous plusieurs formats, dont des établissements Express ouverts 24 heures sur 24. Ce positionnement lui permet de répondre aux besoins d'achat en dehors des horaires traditionnels des supermarchés et contribue à fidéliser sa clientèle. L'enseigne revendique environ cinq millions de transactions mensuelles et 2,5 millions de membres inscrits au programme Q-Points. Ces derniers représentaient près de 74 % des ventes en 2025 et au premier semestre 2026.

Pour Quickmart, l'enjeu n'est donc pas seulement de conquérir de nouveaux quartiers, mais aussi de transformer la fréquentation de ses magasins en achats réguliers, tout en adaptant les formats à des clientèles différentes.

De son côté, Naivas, leader actuel, dispose d'une avance confortable. Le distributeur a réalisé 113,5 milliards de shillings de chiffre d'affaires pour l'exercice clos en juin 2025, soit plus du double des ventes annuelles de Quickmart, avec une croissance provenant à la fois des nouvelles implantations et des magasins existants. Au 30 juin 2026, Naivas exploitait 114 magasins, contre 109 un an plus tôt, selon les comptes de son actionnaire principal, le conglomérat mauricien IBL. Si ses ambitions d'expansion ne font aucun doute, l'enseigne joue la prudence, contrairement à son challenger, qui veut accélérer pour réduire l'écart. En novembre 2025, le directeur général, Andreas von Paleske, avait évoqué un réseau de 200 magasins, avec environ dix ouvertures par an et une priorité maintenue pour le Kenya.

Entre les deux acteurs au sommet, Carrefour, qui est entré dans le pays en 2016, continue également de creuser son sillon.

Après huit ouvertures en 2025, l'enseigne, gérée par le conglomérat émirati Majid Al Futtaim (MAF), titulaire exclusif de la franchise, comptait 34 magasins au Kenya à la fin juin 2026. MAF a annoncé à la mi-septembre qu'il prévoyait neuf ouvertures supplémentaires au second semestre, ce qui porterait son réseau à 43 points de vente d'ici la fin de l'année. Cette progression accompagne celle des ventes. Le chiffre d'affaires de Carrefour au Kenya a atteint 48,84 milliards de shillings en 2025, contre 42,95 milliards en 2024.

Ses ventes se rapprochent donc de celles de Quickmart, avec nettement moins de points de vente, mais des surfaces beaucoup plus grandes, qui permettent de proposer une offre plus étendue et offrent un potentiel de ventes supérieur par magasin.

Agence

URBANISME ET HABITAT

Comment la RDC compte mobiliser 16,5 milliards $ pour son plan décennal

Le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) ambitionne de mobiliser jusqu'à 16,5 milliards de dollars sur dix ans pour soutenir la mise en œuvre de son Plan décennal de l'urbanisme et de l'habitat 2026-2035. Présentée le 14 octobre 2026 par le ministre d'État chargé de l'Urbanisme et de l'Habitat, Alexis Gisaro Muvunyi (photo), cette stratégie de financement repose notamment sur les partenariats public-privé (PPP), les concours des bailleurs internationaux et les ressources publiques. L'objectif est de financer un ensemble d'interventions destinées à améliorer l'accès au logement, aux services urbains et aux infrastructures dans plusieurs villes du pays.

Le plan ambitionne notamment de faciliter l'accès à des logements décents pour 500 000 ménages, de constituer 62 000 hectares de réserves foncières et d'adopter 26 plans directeurs d'urbanisme d'ici 2035. Il prévoit également de porter le taux d'accès à l'eau potable en milieu urbain de 52 % à 80 % et celui de l'électricité de 45 % à 75 %, tout en améliorant l'assainissement et la mobilité urbaine. Le programme cible plusieurs villes. Des grandes agglomérations comme Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani, Goma sont citées tout comme des villes de plus petites tailles comme Mbuji-Mayi, Kolwezi, Kananga, Tshikapa, Likasi ou Matadi.

Acteurs privés et bailleurs au centre du financement

Pour financer ce programme, le gouvernement entend notamment mobiliser 6 milliards de dollars à travers les PPP. Ce mécanisme doit permettre d'associer des investisseurs privés au financement et à la réalisation d'infrastructures urbaines, notamment dans les transports, l'assainissement et l'aménagement des villes.

Le ministère prévoit également de rechercher 5,6 milliards de dollars auprès des bailleurs internationaux. Une contribution de 2 milliards de dollars du Trésor public est aussi envisagées, dont 1,36 milliard de dollars provenant des taxes d'urbanisme.

Pour accompagner la structuration financière du programme, le ministère s'appuie sur Carousel Finance, présentée comme son mandataire. Cette société intervient également dans le projet d'extension urbaine de Kinshasa, connu sous le nom de Kia Kinshasa Mona. La portée exacte de son mandat dans le cadre du plan décennal reste toutefois à préciser.

Un second mécanisme de financement concerne plus particulièrement le logement. Il doit notamment reposer sur l'autoconstruction encadrée, les lignes de crédit bancaire et des ressources parafiscales liées aux matériaux de construction.

Dans ce dispositif, la future Banque de l'Habitat, envisagée à partir de la transformation du Fonds national de l'habitat (FONHAB), devrait contribuer à la mobilisation de l'épargne, à la garantie des prêts et au refinancement du crédit immobilier. Sa mise en place effective constituera une étape importante pour rendre ces mécanismes accessibles aux ménages et aux promoteurs immobiliers.

Kinshasa au cœur du programme

Le ministère prévoit parallèlement de renforcer les outils administratifs, notamment par la digitalisation du Guichet unique de délivrance des permis de construire (GUPEC), afin de simplifier les procédures et d'améliorer la mobilisation des recettes liées à l'urbanisme.

Les 16,5 milliards de dollars recherchés doivent financer plusieurs catégories d'investissements. La principale enveloppe, estimée à 6,4 milliards de dollars, concerne la mise en œuvre du Schéma d'orientation stratégique de l'agglomération kinoise (SOSAK) et du Plan directeur des transports urbains de Kinshasa (PDTK). Les investissements envisagés portent notamment sur l'assainissement, les transports rapides par bus et les infrastructures ferroviaires urbaines.

Quatre milliards de dollars sont prévus pour les villes secondaires et les corridors économiques stratégiques, notamment ceux de Lobito, d'Inga-Banana et de la paix. Une autre enveloppe de 3 milliards de dollars est destinée aux grandes agglomérations, dont Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani et Goma.

Le programme réserve également 2,3 milliards de dollars au logement et au déploiement de la future Banque de l'Habitat, ainsi que 750 millions de dollars à la lutte contre les érosions et au renforcement de la résilience urbaine. Enfin, 6,9 millions de dollars sont annoncés pour la gouvernance, la planification et le suivi-évaluation.

R I/Agence

MALI

Après quatre ans de blocage, les permis miniers amorcent leur dégel

Dans son rapport World Exploration Trends 2026, S&P Global fait état d'un troisième recul annuel consécutif des investissements consacrés à l'exploration minière au Mali en 2025. Cette tendance s'inscrit dans un contexte marqué par les réformes engagées dans le secteur depuis 2022. Au Mali, le gouvernement a traité 21 permis de recherche entre août et septembre 2026, selon Fousseni Togola, président de la Chambre des Mines du pays, cité le jeudi 15 octobre lors d'African Mining Week, qui se tient cette semaine au Cap, en Afrique du Sud. Cette estimation témoigne de la reprise progressive des procédures liées à l'exploration minière, près de quatre ans après l'annonce de réformes encadrant l'octroi et le renouvellement des permis par Bamako.

Décidée en novembre 2022 dans le but d'améliorer la gestion de ces autorisations, la suspension des procédures a précédé l'adoption d'un nouveau Code minier en 2023. Il a toutefois fallu attendre mars 2025 pour observer une première avancée dans la levée du blocage.

Les autorités ont alors rouvert le traitement des demandes de renouvellement de permis existants, qu'ils concernent la recherche ou l'exploitation, ainsi que des demandes de passage de la phase de recherche à celle d'exploitation. Cette reprise ne concernait toutefois ni les nouvelles attributions de titres miniers ni les cessions de permis de recherche, dont les demandes demeuraient suspendues.

Depuis, les renouvellements de permis d'exploration se sont accélérés. Fin août, le gouvernement a annoncé le renouvellement de dix permis de recherche portant sur l'or et le lithium. Une autre vague importante de renouvellements a également été approuvée en Conseil des ministres le mercredi 30 septembre. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte marqué par la présentation, en avril 2026, d'un nouveau cadastre minier par l'État. Présenté comme plus moderne que le système précédent, cet outil vise à corriger les dysfonctionnements de ce dernier et à renforcer la transparence dans la gestion des titres.

La réunion de fin septembre a par ailleurs été l'occasion d'annoncer la création de l'Agence pour la recherche et le développement des ressources minérales. Selon Fousseni Tougela, cette structure devrait contribuer à élargir les zones d'exploration et à accroître le nombre de permis attribués à des partenaires internationaux. À ce stade, peu de détails ont été communiqués sur ses modalités de fonctionnement et les moyens prévus pour sa mise en œuvre.

R I.

ALORS QUE LA HAUSSE LIÉE À L'IA VACILLE

L'attention des marchés boursiers se tourne vers les résultats financiers

Les revers enregistrés par le secteur de l'IA, moteur du marché, devraient mettre à l'épreuve la confiance des investisseurs dans la reprise au cours de la semaine à venir, alors que Wall Street se concentre sur les résultats trimestriels attendus des principaux acteurs, notamment Meta Platforms META.O .

Les valeurs liées à l'IA, au cœur du marché haussier qui vient de fêter son quatrième anniversaire, ont connu des difficultés ces derniers jours , avec de fortes baisses des actions des fabricants de semi-conducteurs et des entreprises de matériel informatique telles que Dell Technologies DELL.N .
Meta, qui fait partie des hyperscalers investissant massivement dans la construction de centres de données dédiés à l'IA, sera au cœur de la semaine à venir consacrée aux résultats trimestriels, aux côtés des entreprises de semi-conducteurs Lam Research LRCX.O et Texas Instruments TXN.O , ainsi que des sociétés dirigées par Elon Musk : SpaceX SPCX.O et Tesla TSLA.O .
"On a vraiment l'impression que le sentiment sur le marché est un peu nerveux," a déclaré Garrett Melson, stratège en portefeuille chez Natixis Investment Managers Solutions. "Il y a clairement beaucoup d'incertitude quant à la situation actuelle de l'IA."
Des inquiétudes se sont propagées sur les marchés concernant les risques liés au financement du boom du développement de l'IA , qui a permis d'augmenter les bénéfices d'un large éventail d'entreprises et de stimuler la croissance économique. Les investisseurs suivaient de près l'évolution de CoreWeave CRWV.O , une entreprise spécialisée dans l'IA dans le cloud dont la dette s'élève à environ 50 milliards de dollars. Cette semaine, son cours a chuté.
Autre signe récent de prudence: les stratèges de la Deutsche Bank et de RBC Capital Markets ont, séparément, revu à la baisse leurs recommandations concernant le secteur technologique. Le 9 octobre, les stratèges de la Deutsche Bank ont déclaré que la rotation vers les valeurs technologiques était "allée trop loin et que le rapport risque/rendement ne semblait plus favorable à court terme."
Pénalisé par la chute des valeurs technologiques et de l'IA les plus importantes, l'indice S&P 500 .SPX a enregistré sa plus forte baisse hebdomadaire depuis juin. Toutefois, cet indice de référence ne se situait qu'à environ 2 % en dessous de son plus haut historique atteint ce mois-ci.
D'autres secteurs, qui avaient été à la traîne alors que la technologie brillait le mois dernier, ont affiché de solides gains sur la semaine, notamment la santé et les biens de consommation courante.
"C'est vraiment un marché qui fonctionne par à-coups," a déclaré M. Melson. "Lorsque l'IA est en forme, elle accapare toute l'attention au détriment des autres secteurs."

Meta donne le coup d'envoi aux résultats des Hyperscalers

La saison des résultats aux États-Unis s'intensifie la semaine prochaine, les investisseurs tablant sur des performances solides. Selon LSEG IBES, les entreprises du S&P 500 devraient afficher une hausse de leurs bénéfices de plus de 30 % au troisième trimestre.Les dépenses massives consacrées aux centres de données et aux infrastructures d'IA sont à l'origine de cette hausse des bénéfices. Meta fait partie des cinq hyperscalers spécialisés dans l'IA qui, selon Goldman Sachs, devraient porter leurs dépenses d'investissement à environ 1.200 milliards de dollars l'année prochaine. Les investisseurs attendent avec impatience des signes indiquant que ces entreprises sont en mesure de générer un retour sur investissement, ce qui renforcerait la confiance dans la viabilité de ces dépenses.
"L'un des principaux enseignements à tirer de cette saison des résultats est de savoir si la rentabilité des hyperscalers peut croître plus rapidement que le rythme de leurs dépenses d'investissement," a déclaré Kevin Shea, analyste actions senior chez BNY Wealth.
L'action de Meta, dont la capitalisation boursière s'élevait à environ 1.800 milliards de dollars, a progressé ces dernières semaines à la suite du lancement de son assistant IA "Muse".
"Avec la hausse du coût du capital, cette explosion des dépenses d'investissement va devenir plus coûteuse, ce qui place la barre plus haut en matière de rendements," a déclaré Chuck Carlson, directeur général chez Horizon Investment Services. "Meta sera la première à tenter d'apporter des éclaircissements sur cette question."

Semiconducteurs, Tesla et Netflix également à l'ordre du jour

Les fabricants de puces ont été parmi les principaux bénéficiaires de l'essor des dépenses d'investissement, mais leurs actions ont connu un ralentissement. L'indice Philadelphia SE Semiconductor .SOX a chuté d'environ 12 % ce mois-ci, même s'il affiche toujours une hausse de 57 % sur l'année, contre un gain d'environ 12 % depuis le début de l'année pour le S&P 500.
Les résultats publiés mercredi par Lam Research et Texas Instruments pourraient donner des indications plus précises sur la demande dans le secteur des semi-conducteurs. L'action Lam Research a progressé de 54 % en 2026, tandis que celle de Texas Instruments a gagné 59 %.
Par ailleurs, les investisseurs se concentreront sur les résultats des entreprises dirigées par Musk dont la capitalisation boursière dépasse largement les 1.000 milliards de dollars: SpaceX — la société spatiale récemment introduite en bourse qui possède également une activité dans l'intelligence artificielle — et Tesla, autre titre phare de ce marché haussier porté par la technologie.
La société de streaming Netflix NFLX.O , le fabricant de produits de grande consommation Procter & Gamble PG.N et le constructeur de moteurs GE Aerospace GE.N figurent parmi les autres publications très attendues de la semaine à venir.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 15 Octobre 2026
Valeur : 19 Octobre 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.4219	134.4369
1	EUR	EURO	150.0148	150.0585
1	GBP	POUND STERLING	177.1040	177.2171
100	JPY	JAPANESE YEN	84.6379	84.6687
1	CNY	CHINESE YUAN	20.0843	20.0874
1	CHF	SWISS FRANC	160.3697	160.5025
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.1396	94.1699
1	DKK	DANISH KRONE	20.0059	20.0132
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.3615	13.3646
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	14.0604	14.0797
1	AED	UAE DIRHAM	36.5953	36.6024
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.8019	35.8097
1	KWD	KUWAITI DINAR	436.1515	436.3418
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.5434	44.9911
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.7806	13.7822
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.8717	20.9789
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3555	3.3660
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	181.8527	181.8527

MALGRÉ UN REBOND

La Bourse de Paris reste très en retard sur ses voisines européennes

La Bourse de Paris a bouclé vendredi sa meilleure semaine depuis celle du 3 août, sans combler le retard accumulé cette année par rapport aux autres grandes places européennes, en raison notamment des incertitudes politiques en France.
L'indice vedette CAC 40 a gagné 0,28 % vendredi, soit 22 points, pour terminer à 7.956,70 points. Sur l'ensemble de la semaine, il a progressé de 1,97 %.
Ce rebond ne suffit pas à effacer une année 2026 jusque-là décevante pour la place parisienne. Depuis le 1er janvier, le CAC 40 recule encore de 2,37 %.
Sur la même période, l'indice européen de référence, le Stoxx 600, a gagné 8,87 %.
Depuis le début de l'année, Francfort a avancé de 4,62 %, Londres de 9,57 %, Milan de 10,93 % et Madrid de 11,66 %. Amsterdam fait la course en tête avec un bond de plus de 20 %. L'indice néerlandais a d'ailleurs atteint mercredi un record historique en séance et en clôture.
Paris s'éloigne au contraire de ses sommets. Le CAC 40 évolue à près de 9 % sous son record de clôture de 8.726,03 points, atteint le 10 août.
"La première raison, c'est qu'on a toujours un poids assez important des valeurs du luxe, exposées à la Chine et qui ont été très pénalisées par le ralentissement de la consommation chinoise", explique à l'AFP Andrea Tueni, responsable des activités de marché chez Saxo Banque France.
"C'est un poids qui n'est pas du tout présent à Madrid ou à Milan, par exemple", poursuit-il.
Les valeurs du luxe ont fortement chuté cette année. Depuis le 1er janvier, LVMH a perdu 38,45 %, Hermès 36,97 % et Kering 27,92 %.
"Ensuite, il y a la situation politique incertaine de la France", poursuit Andrea Tueni.

La dette française sous pression

Le retard de la Bourse de Paris s'accompagne d'une forte tension sur la dette publique française.
Le taux auquel la France emprunte à dix ans a frôlé les 5 % en séance le 2 octobre (4,99 %). Vendredi, il a terminé à 4,80 %. En comparaison, son équivalent allemand, qui fait référence en Europe, était à 3,42 %. Le différentiel entre les deux taux observé ces dernières semaines n'avait plus été aussi élevé depuis 2012.
"Deux raisons expliquent la hausse des taux", selon Andrea Tueni.
"L'une est purement conjoncturelle : l'augmentation des prix de l'énergie pèse sur l'inflation, ce qui tire les taux obligataires vers le haut", explique l'analyste.
L'autre est spécifique à la France en raison d'une double incertitude politique : "le vote du budget et l'élection présidentielle de 2027", ajoute-t-il.
Cet écart avec l'Allemagne "pourrait vraisemblablement grimper encore beaucoup (...) car les tentatives de remettre les finances publiques françaises sur une trajectoire plus soutenable semblent timorées", juge Elias Hilmer, économiste du cabinet britannique Capital Economics.

R I/Agence

SOMMET EUROPÉEN

La France et l'Allemagne s'entendent sur l'avenir de l'industrie automobile

La France et l'Allemagne ont trouvé un accord provisoire pour préserver l'avenir de l'industrie automobile européenne, avec une ambition réduite sur le plan environnemental, mais un "Made in Europe" renforcé, ont indiqué des sources diplomatiques, en marge d'un sommet européen jeudi à Bruxelles.

L'AFP a eu accès à un document négocié entre les deux capitales, et qui attend encore un ultime feu vert du parti social-démocrate (SPD) au sein de la coalition allemande. Selon ce texte, la France fait des concessions supplémentaires sur les émissions de CO2 des voitures, ce qui confirme le renoncement des Européens à passer au tout-électrique en 2035.
Et l'Allemagne accepte une définition plus stricte de la préférence européenne, qui consiste à obliger les entreprises bénéficiant de fonds publics à se fournir en composants fabriqués en Europe ou dans certains pays partenaires. Cette logique du "Made in Europe", une forme de protectionnisme, serait réservée à la production au sein des Vingt-Sept et chez des partenaires proches comme la Grande-Bretagne, la Norvège ou la Suisse.
Si la mesure est confirmée, c'est "une bonne nouvelle pour l'industrie automobile britannique", a salué Londres.
Cet accord devrait permettre à l'Union européenne d'avancer sur son "paquet" automobile et sur sa législation sur la préférence européenne, en train d'être négociés entre les Vingt-Sept et au Parlement européen.

Choc chinois

Pour y parvenir, Paris a validé des flexibilités supplémentaires pour les véhicules thermiques, que réclamait Berlin afin de préserver sa puissante industrie automobile.
Selon le document, les industriels devront baisser leurs émissions de CO2 de 90% en 2035, mais pas compenser les 10% restants, contrairement à une proposition initiale de la Commission européenne. Ce texte justifie cette concession par "l'utilisation croissante de carburants" dits "renouvelables", dont les biocarburants. La France et l'Allemagne entendent aussi assouplir une proposition de Bruxelles visant à électrifier les flottes d'entreprises, en demandant d'intégrer certains véhicules thermiques à faibles émissions. Un mécanisme de "supercrédits", qui était réservé aux petits véhicules électriques moins coûteux pour favoriser leur développement, serait en outre étendu aux voitures électriques de plus grande taille.
En échange, Berlin valide le principe d'une préférence européenne resserrée dans l'industrie automobile, dès 2028, afin de résister à la vague des véhicules chinois qui déferle en Europe.
L'Allemagne a longtemps défendu un "Made with Europe" (fait avec l'Europe), élargi à de nombreux pays.
Elle a finalement accepté des critères plus stricts, pour se concentrer sur l'Union européenne et de proches partenaires.
L'intégration du Royaume-Uni enverrait un signal important à Londres avant le sommet UE-Grande-Bretagne, prévu le 20 novembre à Bruxelles.
Le Made in Europe apporte "une réponse structurelle au +choc chinois+", dans le secteur automobile, estime Neil Makaroff, spécialiste de la transition écologique du think tank Strategic Perspectives.
"Mais l'assouplissement des normes strictes en matière d'émissions de CO? pour les voitures risque d'être une mesure contre-productive" voire "fatale" pour l'industrie européenne, "au moment où la course à l'électrification bat son plein", juge-t-il.
L'Allemagne et la France considèrent que cet ensemble de mesures constitue une "approche équilibrée", entre une "trajectoire ambitieuse de décarbonation européenne" et une prise en compte des "réalités" du marché automobile.
Enfin, les deux pays plaident pour que ces textes européens soient "adoptés aussi rapidement que possible et simultanément", au sein des institutions européennes.
L'ACEA, le lobby des constructeurs européens, avait appelé mercredi à accélérer les négociations sur ce paquet automobile européen, en espérant une adoption début 2027.
Les organisations environnementales fustigent quant à elles régulièrement les concessions faites à l'industrie au détriment de l'écologie.
Fin décembre 2025, c'est la ministre française de la Transition écologique, Monique Barbut, qui déplorait les flexibilités accordées aux véhicules thermiques dans la proposition initiale de la Commission européenne, pourtant plus exigeante que le compromis franco-allemand avancé jeudi.

Agence

ETATS-UNIS

Le dollar recule, les opérateurs revoient leurs attentes sur la Fed

Le dollar recule légèrement vendredi, le marché tablant de moins en moins sur une hausse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine (Fed) dès octobre, malgré des chiffres de l'inflation en hausse publiés cette semaine. Vers 18H55 GMT, le billet vert perdait 0,11% face à la monnaie unique européenne, à 1,1232 dollar pour un euro. En cause, selon Kevin Ford, de Convera: «la décision prise à Bangkok par le président (de la Fed, ndlr) Kevin Warsh de ne pas alimenter les anticipations d'une hausse des taux en octobre.» En marge des assemblées du FMI à Bangkok, Kevin Warsh s'est en effet «gardé, sans surprise, de fournir la moindre indication sur l'orientation future de la politique monétaire», remarque Patrick O'Hare, de Briefing.com. «Nous cherchons naturellement à savoir ce que nous réservent 2027 et 2028, mais personne ne possède une capacité de prévision infaillible», a déclaré Kevin Warsh. La publication cette semaine de données d'inflation plus élevées que prévu avait pourtant, dans un premier temps, accru les anticipations de hausse de taux de la Fed et fait monter le dollar.
Mais les opérateurs tablent désormais en grande majorité sur un statu quo lors de la prochaine réunion de l'institution, fin octobre, suivie d'un relèvement des taux lors du rendez-vous de décembre, selon l'outil de veille CME FedWatch. Aux propos de Kevin Warsh s'ajoutent «les commentaires plus prudents de certains membres du Comité de politique monétaire de la Fed (FOMC)», affirme Thu Lan Nguyen de Commerzbank. «Le président de la Fed de New York, John Williams, (...) a, comme beaucoup de ses collègues, plaidé en faveur d'une nouvelle hausse de taux» mais «il n'a guère laissé transparaître un sentiment d'urgence», souligne l'analyste. En parallèle, la livre «continue de faire preuve de résilience» sur le marché des changes, note Derek Halpenny, analyste de MUFG. **Agence**

FRANCE

Nombre record de créations d'entreprises en septembre, en hausse de 1,1 % sur un mois

En septembre, 119 307 entreprises ont été créées en France, soit une hausse de 1,1 % par rapport au mois précédent. C'est ce qu'a annoncé l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). Ce chiffre est le plus élevé depuis 2000, année où l'INSEE a commencé à compiler ces données. Le mois d'août avait déjà enregistré une hausse record de 7,2 %. En septembre, la croissance des entreprises individuelles s'est poursuivie (+11,6 % après +10,5 %), tandis que celle des sociétés a accéléré (+5,0 % après +3,5 %).
Les immatriculations de micro-entrepreneurs, qui représentent les deux tiers des nouvelles entreprises, ont diminué de 1,6 % après une hausse de 8,1 % en août. Par secteur, la création d'entreprises a progressé notamment dans les services d'accompagnement aux entreprises (+4,1 %) et le commerce (+4,0 %), tandis qu'elle a reculé dans l'industrie (-5,1 %) et les transports et l'entreposage (-3,6 %).

BANQUE D'ITALIE

Le PIB a été revu à la hausse à +1,0 % en 2026

Le PIB italien devrait croître de 0,9 % cette année, de 0,7 % l'année prochaine et de 0,8 % en 2028. Après ajustement pour les jours ouvrables, la croissance sur ces trois années serait respectivement de 1,0 %, 0,7 % et 0,6 %. Ces prévisions proviennent des projections macroéconomiques pour l'économie italienne, publiées par la Banque d'Italie. L'activité économique bénéficierait d'une demande étrangère favorable. La demande intérieure serait, quant à elle, affectée par la hausse des prix de l'énergie et l'augmentation des coûts de financement, ce qui freinerait la consommation des ménages et les projets d'investissement des entreprises.
Par rapport aux projections de juin, les estimations de croissance ont été revues à la hausse de 0,4 point de pourcentage en 2026 et de 0,3 point en 2027. La révision pour l'année en cours s'explique par un impact moins sévère que prévu de la crise énergétique et par la bonne performance des investissements liés à la transition numérique et énergétique, ainsi que, durant le trimestre d'été, au tourisme. Les mesures envisagées pour accroître les dépenses de défense et de transition énergétique contribuent également à la croissance du PIB en 2027. La hausse des taux d'intérêt, en revanche, freine l'activité et contrebalance les impulsions expansionnistes en 2028.

R I.

THAÏLANDE

Des manifestations contre le FMI et la Banque mondiale

Des agriculteurs, pêcheurs et travailleurs thaïlandais ont manifesté vendredi à Bangkok, où se tiennent cette semaine les assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, pour faire entendre la voix des "pauvres" face aux grands argentiers de la planète.
Coiffées de chapeaux de paille ou parées de foulards colorés, des centaines de personnes ont marché vers le centre de conférences accueillant les dirigeants mondiaux de la finance, mais le cortège a été stoppé à plus d'un kilomètre du but par un cordon policier.
"Banque mondiale, arrêtez de vous en prendre aux pauvres!", clamait une banderole alors que les institutions financières internationales sont accusées d'imposer un coût trop élevé aux pays leur empruntant de l'argent.
Certains manifestants ont dénoncé des projets spécifiques, comme le barrage de Pak Mun, dans le nord-est de la Thaïlande, un projet hydroélectrique soutenu par la Banque mondiale dans les années 1990.
"Il n'y a plus de poissons. Ils ne peuvent plus remonter le courant. L'eau a changé, la rivière a changé et l'écosystème a changé", a témoigné le pêcheur Putta Muansaen, 67 ans, arrivé à Bangkok pendant la nuit en provenance de la province d'Ubon Ratchathani
Somporn Yamyong, une rizicultrice de 62 ans, a elle fait le déplacement depuis la province centrale de Suphan Buri afin d'attirer l'attention sur les "difficultés auxquelles sont confrontés les agriculteurs" depuis plusieurs années.
"Les Thaïlandais sont déjà pauvres. S'il vous plaît, ne nous appauvrissez pas davantage", a demandé Sombat Chuekrod, 51 ans, cultivateur de noix de coco dans la province de Prachuap Khiri Khan, au sud-ouest de Bangkok.
La Thaïlande a bénéficié en 1997 d'un prêt du FMI, qu'elle a entièrement remboursé en 2003, et mène aujourd'hui certains projets en partenariat avec la Banque mondiale.
Quelques manifestants étrangers figuraient dans le cortège, parmi lesquels Harry May, un militant et chercheur sud-africain de 59 ans, qui a accusé les institutions financières internationales de "ruiner les pays en développement".
"Nous ne devrions pas être endettés auprès des mêmes institutions qui prétendent alléger la dette et promouvoir le développement, avant de créer encore davantage de dette pour ces pays", a-t-il déclaré.
De brèves échauffourées avaient éclaté jeudi lorsque la police avait empêché des manifestants d'accrocher une banderole à une passerelle, mais aucun incident n'a été signalé vendredi matin.

R I.

IA : en Chine aussi, on commence à détecter des agents IA hors de contrôle

Les agents IA inquiètent de plus en plus, avec leur comportement qui peut devenir hors de contrôle. Et ce, que ce soit aux États-Unis… ou en Chine.

Ça n'est maintenant plus un secret. L'intelligence artificielle a aujourd'hui atteint un tel niveau que les plus grands noms du secteur s'inquiètent de la possibilité qu'elle soit prochainement hors de contrôle, et appellent même au ralentissement du développement de la technologie. Pour le moment, ces appels proviennent surtout des États-Unis, la Chine elle y voyant officiellement une tentative des Américains de les laisser derrière. Mais un nouvel incident pourrait commencer à faire réfléchir Pékin.

Tencent avoue que des agents IA ont effectué des actions qui ne leur ont pas été demandées

Ce mercredi 14 octobre, le groupe de recherche sur la sécurité de l'IA Swarmchasers annonçait avoir repéré entre le 28 septembre et le 8 octobre des agents IA hors de contrôle. Ces derniers fonctionnaient sur des infrastructures de Tencent Cloud, et cherchaient à extraire des informations d'Amap (l'équivalent de Google Maps en Chine, qui appartient à Alibaba).

Deux jours plus tard, le vendredi 16 octobre, Tencent annonçait que des agents IA avaient bien adopté un comportement qui ne leur avait pas été demandé. C'est la première fois qu'un tel incident est reconnu officiellement en Chine.

Pour le moment, rien de comparable avec les incidents détectés aux États-Unis

Tencent a expliqué de son côté que les agents IA en question, normalement utilisés pour évaluer des modèles tiers, avaient adopté des comportements de navigation non-prévus par Tencent. Le groupe précise par ailleurs que ce sont pas ses modèles Hunyuan qui sont en cause.
Ces incidents ne sont pour le moment pas à la hauteur des scandales créés par le hack de Hugging Face par des agents IA d'OpenAI ou le faux signalement pour un meurtre d'un modèle d'Anthropic.
D'après le groupe Swarmchasers, aucune des 2 818 tentatives détectées n'a réussi à contourner les dispositifs de protection anti-bot d'Amap.

AWS lance une boîte à outils open source dédiée à la robotique

Le fournisseur cloud réunit des outils de simulation, d'entraînement et de déploiement pour faciliter la conception de robots autonomes et accélérer leur mise en service.
Simplifier le développement de modèles IA pour la robotique en allégeant les contraintes liées à l'infrastructure, c'est l'ambition de la Physical AI Toolchain d'Amazon Web Services (AWS). Présentée le 7 octobre, cette suite open source rassemble des architectures de référence, du code réutilisable et des outils d'automatisation du déploiement. Elle cible les développeurs qui travaillent sur l'IA physique, des robots humanoïdes aux véhicules autonomes, en passant par les systèmes d'automatisation industrielle.
AWS entend ainsi réduire le travail d'intégration nécessaire pour passer du prototype à une application opérationnelle. Le développement d'un robot implique en effet plusieurs étapes, de la préparation des données à l'entraînement des modèles, en passant par la simulation et la validation des comportements avant leur déploiement sur les équipements. En proposant des outils pour relier ces différentes phases, le fournisseur cloud veut simplifier les flux de travail et accélérer la mise en œuvre des applications robotiques.

Un cycle de développement de bout en bout

La Physical AI Toolchain s'articule autour de cinq étapes complémentaires. La première concerne la génération de données synthétiques, afin de multiplier les scénarios d'apprentissage sans dépendre exclusivement de coûteuses collectes en conditions réelles. Vient ensuite l'entraînement des modèles, notamment à partir de démonstrations humaines ou d'expériences réalisées dans des environnements simulés. La simulation et la validation permettent ensuite de tester le comportement des robots avant leur mise en service.
Les modèles optimisés peuvent être déployés en périphérie, directement sur les machines, pour prendre des décisions avec des contraintes de latence. Enfin, les données remontées depuis les équipements en production peuvent alimenter de nouveaux cycles d'entraînement et améliorer progressivement les modèles.
Pour constituer cet environnement, AWS combine plusieurs de ses services, dont Amazon SageMaker pour l'entraînement, les instances GPU d'Amazon EC2 pour les traitements intensifs et AWS IoT Greengrass pour le déploiement en périphérie. La gestion des flux de travail et des ressources doit également faciliter l'orchestration des différentes tâches.

Nvidia apporte ses briques logicielles de simulation et d'apprentissage

La chaîne s'appuie sur plusieurs composants de l'écosystème Nvidia. Isaac Sim sert à simuler les robots et leurs interactions avec leur environnement, tandis qu'Isaac Lab fournit des outils d'apprentissage par renforcement. Cosmos contribue à la génération de données et d'environnements synthétiques. Pour les robots humanoïdes, Nvidia Isaac GR00T apporte des modèles et des capacités d'entraînement spécifiques. L'orchestration des flux de travail mobilise également Nvidia OSMO. Cette association doit permettre aux équipes de développement de limiter le temps consacré à assembler et à maintenir leur infrastructure. Les entreprises peuvent adopter l'ensemble de la chaîne ou ne retenir que certains composants, par exemple pour la simulation ou l'entraînement, et les intégrer à leurs processus existants.
AWS met également en avant la gestion de flottes d'équipements, avec des fonctions destinées à provisionner, sécuriser et mettre à jour des milliers de machines à distance. Un enjeu important pour les industriels qui souhaitent passer de quelques robots expérimentaux à des déploiements à plus grande échelle.

L'interopérabilité reste un enjeu central

Au-delà de l'intégration entre les services AWS et les outils Nvidia, la Physical AI Toolchain s'appuie sur plusieurs formats et technologies largement utilisés dans le développement logiciel et robotique. L'environnement prend notamment en compte PyTorch, le format de données LeRobot, Gymnasium pour l'apprentissage par renforcement, URDF pour la description des robots, ONNX pour le déploiement des modèles et ROS 2 pour leur intégration aux systèmes de contrôle robotique. Cette orientation vers des standards et des formats ouverts doit faciliter la réutilisation des données et des modèles entre les différentes étapes du cycle de développement. Elle ne supprime toutefois pas les contraintes propres à la robotique : un comportement satisfaisant en simulation doit encore être validé sur le matériel réel, où interviennent les limites physiques, les délais de réaction, les variations des capteurs et les exigences de sécurité.

Microsoft reste l'appât numéro un du phishing, et les escrocs imitent même l'IA désormais

Microsoft reste, de très loin, la marque la plus usurpée dans les campagnes de phishing, comme le révèle Check Point Research vendredi. Au troisième trimestre 2026, les escrocs ont aussi pris en filature les utilisateurs d'outils d'IA et de développement. Un tiers des tentatives de phishing recensées entre juillet et septembre se faisaient passer pour Microsoft, d'après le dernier classement des marques usurpées publié par Check Point Research ce vendredi 16 octobre 2026. La marque à la fenêtre est la plus inspirante pour les cybercriminels, tandis qu'Apple et Google complètent le podium à distance respectable, pendant que Dropbox ou YouTube grimpent quatre à quatre. Mais le vrai tournant, c'est le détournement des outils d'intelligence artificielle adoptés par le grand public, qui est aujourd'hui fait. Entre de faux impayés Claude et des commandes piégées à coller dans un terminal, les pirates ne se contentent plus de vos mots de passe, ils lorgnent les clés de votre machine.

Microsoft reste l'hameçon préféré des pros du phishing

Avec 33 % des usurpations de marque relevées au troisième trimestre, Microsoft truste un palmarès dont il se passerait bien volontiers, on imagine. Sa part a même gonflé de dix points en trois mois, puisqu'elle s'établissait à 23 % au trimestre précédent. Les escrocs misent sans grande surprise sur la confiance accordée aux marques les plus répandues, et sur leur notoriété. Forcément, plus un service compte d'utilisateurs, plus un faux message à son nom a de chances de tomber sur un vrai client.
Derrière Microsoft, c'est presque le grand écart. Apple gagne deux places et se hisse au second rang avec 8 %, à égalité avec Google. LinkedIn recule de deux crans, au quatrième rang (6 %), et Amazon referme le top 5 (4 %). À elles cinq, ces marques captent plus de la moitié des usurpations, mais la part de Microsoft pèse environ quatre fois celle de n'importe quel autre nom.
C'est plus agité en bas de tableau. YouTube gagne cinq places (3 %) et Dropbox fait un saut de dix rangs pour atteindre 2 % des usurpations, à hauteur de Facebook, stable. WhatsApp perd un rang, Adobe en abandonne quatre, tous deux à 1 %.
Par secteur, la tech reste la plus imitée, devant les réseaux sociaux et la banque. Ce sont, vous l'aurez remarqué, les endroits où s'entassent nos e-mails professionnels, nos fichiers dans le cloud, nos profils sociaux et nos données financières. Mais allons plus au fond des choses.

Avec du phishing nouvelle génération, l'IA et le terminal sont en ligne de mire

Le dernier trimestre a surtout été marqué par un déplacement des cibles. Les escrocs suivent désormais les internautes jusque dans leurs outils d'IA. Une campagne a ainsi imité Claude, l'assistant conversationnel d'Anthropic, avec un faux e-mail de paiement refusé de 500 euros. Avec une présentation sobre et une signature Anthropic jusque dans le pied de page, le message exigeait une mise à jour du moyen de paiement avant le 3 octobre. Faute de quoi, l'accès à l'API (la porte d'entrée des développeurs) et les licences seraient suspendus. Tout ça a pour but de précipiter les distraits vers la saisie de leurs coordonnées bancaires et identifiants.
Plus retors encore, certains pièges laissent la victime faire tout le travail elle-même. Un faux site imitant Google Antigravity, une plateforme pensée pour l'IA et les développeurs, affichait une commande d'installation pour Linux en apparence banale. À l'intérieur se cachait une instruction encodée en Base64, un format illisible à l'œil nu. Une fois collée dans le terminal, elle téléchargeait et lançait un script depuis un serveur externe, ce qui permettait à l'attaquant d'exécuter son propre code à distance. Une fausse page d'assistance Apple jouait la même carte, en invitant les possesseurs de Mac à taper des commandes pour, soi-disant, doper leurs performances.
Autre scénario décrit par Check Point Research, un site usurpant DocuSign présentait un document à consulter, à condition de mettre à jour son logiciel de lecture. Un clic sur « Continuer » suffisait à installer FleetDeck, un outil légitime de surveillance et de gestion à distance, détournable pour s'inviter dans l'appareil. Il n'y avait absolument aucune faille logicielle là-dedans. Ces attaques jouent en fait sur la confiance et l'urgence, avec des logos convaincants, des noms de domaine trompeurs et des installations d'apparence légitime. Omer Dembinsky, responsable de la recherche sur les données chez Check Point Research, explique que le phishing de marque « entre dans une nouvelle phase », car l'IA générative permet de produire en masse des e-mails crédibles et des sites clonés. L'éditeur appelle donc les entreprises à stopper ces messages avant qu'ils n'atteignent la boîte de réception, et à débusquer les faux sites avant que leurs clients ne tombent dessus.

Tesla fait voler son Roadster, mais divise par deux l'autonomie promise en 2017

Tesla a fait rouler son nouveau Roadster la tête en bas sur une rampe, puis l'a fait voler quelques secondes grâce à des propulseurs à gaz froid conçus avec SpaceX. Elon Musk annonce une production en 2028, et la version accessible sur simple réservation n'aura aucun propulseur.

Elon Musk avait présenté en novembre 2017 un Roadster de quatre places, capable de parcourir 1 000 km avec une seule charge et promis aux premiers clients pour 2020. Il a fallu neuf ans et une longue série de reports pour que ces clients découvrent la version définitive, sur le site d'essais de SpaceX à McGregor, au Texas, lors d'une démonstration diffusée en direct sur X à 2h55, heure de Paris. Seuls les détenteurs d'une précommande âgés d'au moins 21 ans avaient été invités. Elon Musk a tenu sa promesse de spectacle, mais Tesla a nettement revu à la baisse la fiche technique d'origine.

Trois versions, et le vol réservé aux invités de Tesla

Tesla a ouvert le show avec une rampe en forme de C. Le Roadster l'a gravie jusqu'à finir la tête en bas, plaqué contre la paroi par des ventilateurs qui aspirent l'air sous la caisse. La voiture s'est ensuite élancée dans le vide pour un tour complet sur elle-même, avant de regagner le sol sur ses quatre roues, stabilisée par ses propulseurs à air comprimé. Un robot Optimus avait pris place au volant, mais d'après Engadget, toutes les cascades étaient programmées. Un peu plus tard, le Roadster a survolé plusieurs Tesla garées et un semi-remorque. « Eh bien, ça a marché », s'est amusé Elon Musk.

Derrière le spectacle, Tesla a présenté trois versions de son Roadster. Le modèle Performance, à deux places, est équipé d'une aérodynamique active et du système d'aspiration, avec un 0 à 96 km/h annoncé en moins de 1,6 seconde. Avec la version Thrust et ses propulseurs à gaz froid logés à l'arrière, le temps annoncé est inférieur à 0,9 seconde, et Tesla a chronométré un 0 à 96 km/h en 0,81 seconde pendant la démonstration, précise notre confrère Frandroid.

Le constructeur a équipé la seule Rocket de propulseurs répartis sur tout le pourtour de la caisse, pour faire décoller la voiture et la faire pivoter en vol. Tesla annonce plus de 370 km/h en pointe pour cette monoplace accessible uniquement sur invitation, et précise sur sa page officielle qu'elle n'est pas homologuée pour la route.

Tesla a rouvert les réservations dans la foulée, sans annoncer le moindre prix. Pour la Performance, l'acheteur verse 5 000 dollars à la commande, puis 45 000 dollars sous dix jours. Au total, l'acompte est de 50 000 dollars, soit le montant exact réclamé en 2017. Pour la Thrust, il s'élève à 250 000 dollars aux États-Unis.

Une autonomie divisée par deux depuis 2017

Les clients de la première heure ont de quoi tiquer en découvrant la nouvelle fiche technique. Tesla annonce plus de 480 km d'autonomie pour toutes les versions, contre 1 000 km promis à l'origine, et ne propose plus que deux places au maximum. En pointe, la marque promettait plus de 400 km/h en 2017, alors qu'elle annonce aujourd'hui un peu plus de 370 km/h, et pour la seule Rocket. Avec moins de 1,6 seconde, la version de base est en revanche plus rapide que le Roadster de 2017, annoncé à 1,9 seconde. Certains clients avaient versé jusqu'à 250 000 dollars pour la série limitée Founders, sur la foi de ces promesses. Pour Electrek, la Thrust et la Rocket sont surtout des vitrines marketing, et Tesla n'en vendra tout au plus qu'une poignée. Chez Morningstar, l'analyste Seth Goldstein voit lui aussi dans le Roadster une affaire d'image. « Le Roadster deviendra le nouveau modèle phare de Tesla », a-t-il écrit dans une note publiée en septembre, où il estime les ventes à environ 2 000 exemplaires par an. Tesla a vendu 1,6 million de véhicules l'an dernier, et Elon Musk minimisait en 2023 le poids du Roadster dans les finances du groupe.

Tesla a d'autres priorités en 2026. Le constructeur a arrêté cette année les Model S et X pour libérer des lignes de production à ses robots Optimus, et prévoit plus de 25 milliards de dollars d'investissements cette année, surtout dans l'IA et la robotique. Elon Musk, qui avait promis en mars une présentation pour la fin avril, a cette fois avancé une échéance de production. « Nous entrons en production en 2028 », a-t-il lancé à la fin de la démonstration, d'après Yahoo Finance. D'ici là, Tesla prévoit de tenter le saut du Snake River Canyon, dans l'Idaho, où le cascadeur Evel Knievel avait échoué en 1974.

Diplomatiquement
Affligeante
Météore
Abri douillet
Orna de perles
Petits meubles de salon
Première page
Violoniste néerlandais
Entractes
Chances
Style
Agiles
Possessif
Matériel de couchage
Garde-corps
Ancienne mesure
Arbuste
Chariots
Millilitre
Fils de Zeus
Inventeur français (échelle de température)
Obscurités
Levant
Une mer
Sot
Arbuste
Ôtent
Lequel
Pièce d'un vélo
Champion
Retira
Austral
Indique la spécialité
Affluent du Rhin
Joins
Fleuve d'Albanie
Périodes longues
Écimé
Célèbre dépêche
Excité
Anneaux de cordage
Pillée
Article espagnol
Assaisonner
Arme rudimentaire
Désir
Avides
Mélodie
Décret
Hurler
Cale
Aides
Raire
Déformer
Fleuve russe
Cuisinier
Lycée technologique (initiales)
Agaçant
Poissons plats
Déchiffrer
Parti politique français (initiales)
Dévotion
Frère de Fifi
Suppliée
Île française
Glace anglaise
Fondée
Rocher dangereux
Lavabo
Champ
Meurtris
Adverbe de lieu
Chargement
Direction
Fin d'infinitif
Marque la négation
Existes
Aluminium
Tire-fond
Virus de l'hépatite
La Perse
Camionnette
Note de musique
Débauches
Augmenta
Pronom personnel
Comment !
Colère ancienne
On le souhaite
Souverain
Terre
Demeurent

Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Dimanche 18 octobre 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz

SALON INTERNATIONAL "BATI EST EXPO CONSTANTINE 2026"

Signature de 81 conventions de partenariat

La 9e édition du Salon international du bâtiment, de l'urbanisme et des travaux publics de l'Est algérien " Bati Est Expo Constantine 2026", qui s'est clôturée samedi à Constantine, a été marquée par la signature de 81 conventions de partenariat commercial et d'investissement, a indiqué le commissaire de cette manifestation, Ahmed Haniche. Ces conventions ont été conclues entre des exposants issus de différentes wilayas du pays, des partenaires étrangers et des visiteurs professionnels, notamment ceux activant dans les secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'industrie.

ORGANISÉE PAR L'ANEP

Conférence à Alger sur l'œuvre d'Assia Djebar

Une rencontre autour de l'oeuvre prolifique d'Assia Djebar, intitulée "Quand la mémoire devient écriture, voix, histoire et transmission", a été animée, vendredi à Alger par des professeurs d'université, en hommage à la mémoire de cette grande écrivaine algérienne.
Organisée par l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (ANEP) à la Librairie Chaïb-Dzaïr, cette rencontre intervient à la veille de la cérémonie de remise des prix de la huitième édition du "Grand Prix Assia-Djebar du roman", au titre de l'année 2026, placée sous le slogan "Dans la mémoire, les racines de demain".
Tenue sous le thème donc de la "mémoire et de la transmission", la rencontre a été animée par les professeurs à l'Université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou, Nabila Zouiche et Amar Guendouzi qui ont développé leurs communications à partir des analyses de récits d'oeuvres choisies d'Assia Djebar.
Intitulant son intervention qu'elle a rendue en langue arabe "Fouille profonde dans la mémoire", Mme Zouiche a choisi "La femme sans sépulture", un roman historique qui évoque pour l'essentiel, le parcours héroïque de la grande figure de la glorieuse Guerre de libération nationale, la martyre Zoulikha Oudaï, née Yamina Echaïb (1911-1957).
Mettant en valeur le génie dans l'écriture d'Assia Djebar, l'intervenante a relevé l'utilisation des "anachronismes temporels" et de la "polyphonie narrative", pour que cette grande écrivaine puisse raconter l'histoire de "sa ville natale", consacrée par "tous ses personnages réels qu'elle mettait en valeur" dans son roman.
D'autres histoires rapportées par Assia Djebar dans son ouvrage, à l'instar de celles racontées par "Lalla Biya", montrent que le peuple algérien "vivait dans la résilience et que sa réaction face à l'abjection et la barbarie de l'occupant français a toujours été d'un héroïsme exemplaire", a conclu Mme Zouiche.
Intervenant avec une thématique intitulée "Les balbutiements de l'histoire dans +la soif+ d'Assia Djebar", le professeur Amar Guendouzi a pris le relais, basant son intervention sur l'analyse de "La soif", livre sorti en 1957, alors que son auteure, Assia Djebar, n'avait que 20 ans. Ce roman restitue l'histoire de Nadia, une jeune femme qui se raconte, en quête d'un "ailleurs" et de pureté, mais rongée par le doute et l'oisiveté mélancolique.
M. Guendouzi à relevé le choix complexe de l'auteure qui a opté délibérément pour ne pas donner d'espaces social et temporel à son roman, avec absence d'indices pouvant servir de clefs à la compréhension de l'histoire, ne laissant que sa biographie et le récit comme seul repère et unique fil conducteur de la trame.
Cette rencontre qui se veut un hommage à la mémoire d'Assia Djebar, a permis de revisiter l'"héritage littéraire et intellectuel qu'elle a laissé et mettre en lumière la richesse du patrimoine littéraire algérien".
Cette "mémoire vivante préserve les contours de l'identité nationale, perpétue les traces du passé et ouvre de nouvelles perspectives aux générations futures", ont, en substance, conclu les intervenants.

ÉCONOMIE MONDIALE

Les tensions géopolitiques accentuent les risques inflationnistes

Synthèse R E.

Le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohand Bouraï, a mis en garde contre les risques croissants pesant sur les perspectives de croissance de l'économie mondiale, dans un contexte marqué par les tensions géopolitiques, les pressions inflationnistes et le resserrement des conditions de financement, appelant à renforcer la résilience macroéconomique et la coopération internationale.
Dans une déclaration présentée au nom de l'Algérie, du Ghana, de la République islamique d'Iran, de la Libye, du Maroc, du Pakistan et de la Tunisie, à l'occasion de la 54e réunion du Comité monétaire et financier international (CMFI), tenue les 16 et 17 octobre 2026, le gouverneur a relevé que la résilience globale de l'économie mondiale demeure fragilisée par l'accumulation des vulnérabilités et les incertitudes entourant l'évolution des conflits au Moyen-Orient et en Europe. Selon cette déclaration, cette résilience masque des disparités importantes entre les régions et les pays, en fonction de leur exposition aux chocs extérieurs, de leur intégration technologique et de leur capacité à absorber les pressions internationales. Les tensions géopolitiques contribuent notamment à accentuer les pressions inflationnistes et à renchérir le coût de l'alimentation, pesant ainsi sur le pouvoir d'achat des ménages. Cette situation pourrait également conduire à de nouvelles hausses des taux directeurs, tandis que les marges de manœuvre budgétaires restent limitées dans de nombreuses économies en raison de l'endettement élevé, des déficits publics et de la hausse des coûts d'emprunt.

Des perspectives de croissance exposées aux chocs

Le document met en évidence les risques de dégradation des perspectives économiques mondiales, notamment en cas d'escalade des conflits ou de correction des valorisations des actifs liés aux technologies. La déclaration souligne que les marchés financiers ont jusqu'ici considéré les conflits comme des chocs temporaires et les investissements dans les technologies comme des placements particulièrement rentables. Toutefois, la persistance des tensions géopolitiques fait apparaître des effets défavorables plus durables, tandis qu'une révision des anticipations concernant les investissements technologiques pourrait également peser sur l'investissement et la croissance. Au Moyen-Orient, les perspectives économiques demeurent préoccupantes. Les projections d'octobre 2026 du Fonds monétaire international (FMI) font état d'une détérioration attendue de l'activité économique dans la région au cours de l'année. Les conséquences diffèrent toutefois selon les économies. Les pays directement touchés par les conflits subissent des pertes de production liées aux dommages causés aux infrastructures et aux capacités productives, ainsi qu'aux perturbations des voies d'exportation. Les économies importatrices d'énergie, à l'instar du Maroc et de la Tunisie, sont, pour leur part, confrontées aux effets de la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires, susceptibles d'aggraver les déséquilibres budgétaires et extérieurs.

L'Algérie face aux opportunités liées aux prix de l'énergie

Concernant l'Algérie et la Libye, la hausse des prix de l'énergie pourrait améliorer les soldes budgétaires et extérieurs, offrant aux deux pays des marges de manœuvre supplémentaires pour reconstituer leurs réserves de sécurité, poursuivre les réformes et soutenir l'investissement. Cette évolution potentiellement favorable demeure néanmoins tributaire de la conjoncture internationale et de la capacité des pays à consolider leurs équilibres macroéconomiques.
Dans ce contexte, la déclaration préconise des politiques économiques adaptées aux spécificités de chaque pays. Elle recommande, lorsque les conditions le permettent, de réduire les déficits publics et de replacer la dette sur une trajectoire soutenable, tout en préservant les investissements publics et la protection des catégories sociales vulnérables. Le document insiste également sur la nécessité de maintenir des cadres budgétaires crédibles à moyen terme, favorisant une croissance durable et inclusive. Une politique budgétaire prudente est présentée comme un complément essentiel à la politique monétaire pour atténuer les pressions inflationnistes sans imposer un coût excessif à l'activité économique.

La stabilité des prix au cœur de la politique monétaire

Sur le volet monétaire, le gouverneur de la Banque d'Algérie et les pays représentés dans la déclaration réaffirment l'importance de maintenir la stabilité des prix et de préserver des anticipations d'inflation bien ancrées. La flexibilité du taux de change est également mise en avant comme un mécanisme d'ajustement susceptible d'absorber les chocs extérieurs, sous réserve qu'elle soit compatible avec la situation de chaque pays et soutenue par des cadres de politique économique crédibles. La déclaration souligne, par ailleurs, que des mouvements de capitaux importants et perturbateurs peuvent menacer la stabilité macrofinancière. Dans de telles circonstances, les instruments du cadre stratégique intégré du FMI pourraient compléter les outils traditionnels de politique économique.

Une communication claire et cohérente des autorités est également jugée indispensable pour améliorer la transmission des politiques économiques et préserver la confiance.

Un appel à renforcer le rôle du FMI

Par ailleurs, la déclaration appelle à une coordination plus étroite entre le FMI, les institutions régionales et les partenaires au développement, notamment pour soutenir la mobilisation des recettes intérieures. Les pays signataires demandent également davantage de clarté sur les besoins de financement et les modalités de mise en œuvre des politiques d'ajustement, particulièrement dans les pays à faible revenu confrontés à l'insuffisance des financements concessionnels et au recul de l'aide publique au développement. Ils saluent, dans ce cadre, les efforts du Fonds visant à adapter ses politiques, ses instruments de prêt et ses outils d'analyse aux nouveaux défis économiques, tout en soulignant l'importance du renforcement des capacités institutionnelles pour permettre aux pays membres de mener les ajustements nécessaires sans compromettre leurs priorités de développement. Enfin, les signataires réaffirment leur soutien à un FMI disposant de ressources adéquates et reposant sur un système de quotes-parts.

BLIDA

Ouverture de la Foire des produits agroalimentaire «Made in Algeria»

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig, a supervisé, hier, à Blida, l'ouverture de la Foire des produits agroalimentaires "Made in Algeria", qui réunit une centaine d'entreprises du secteur. A cette occasion, M. Rezig, accompagné du wali M. Djamel Eddine Hashas, et de membres du corps diplomatique accrédités en Algérie, a visité les différents stands de cette manifestation économique nationale, organisée au complexe sportif "Mustapha Tchaker", où il a reçu des explications sur les produits exposés et a échangé avec les opérateurs économiques au sujet de leurs activités et de leurs capacités de production. Ce rendez-vous économique, organisé par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, se poursuit jusqu'au 20 octobre. Il réunit une centaine d'entreprises publiques et privées évoluant dans diverses filières de l'industrie agroalimentaire et présentant une gamme variée de produits nationaux. Ces produits illustrent ainsi les capacités de production locales et leur diversité, notamment dans les domaines de la production de lait et dérivés, de boissons gazeuses, de pâtes alimentaires, de confiserie, de l'industrie de transformation et de l'huile de table, entre autres. Des dispositifs de soutien de l'Etat, des banques et des compagnies d'assurance participent également à cette manifestation.

R E.